



COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme » (Lénine)

C.P.S. Nouvelle série N°92 (N°174) – 2 €

09 OCTOBRE 2024

*Déclaration du Groupe pour la construction du Parti ouvrier révolutionnaire,
de l'Internationale ouvrière révolutionnaire (1^{er} octobre 2024)*

**Palestine, Liban : l'État d'Israël, bourreau des peuples du Moyen-Orient,
doit être stoppé**

**La seule force à même de se dresser contre cette barbarie :
les travailleurs et la jeunesse de tous les pays**

**Pour cela : il faut imposer aux organisations ouvrières de se placer enfin
du côté des peuples opprimés et d'organiser le boycott d'Israël**

Depuis un an, l'État d'Israël poursuit sans accroc sa guerre d'extermination contre le peuple palestinien, étendant ses opérations de Gaza à la Cisjordanie. Les massacres indiscriminés, les frappes sur toutes les infrastructures vitales, l'organisation de la famine démontrent que l'État sioniste est déterminé à atteindre son objectif historique : la proclamation du « Grand Israël » et l'anéantissement du peuple palestinien par l'extermination ou par l'expulsion.

Le 18 septembre, Israël a ouvert un nouveau front contre le Liban et sa population. Il a déclenché une opération terroriste de très grande ampleur (explosion de milliers de bipeurs piégés) et lancé une offensive aérienne massive contre les zones d'habitation du sud de ce pays, jusqu'à Beyrouth. Les victimes se comptent déjà par centaines, les blessés par milliers, les déplacés par centaines de milliers. Le Hezbollah, dont les dérisoires tirs de roquettes fournissaient le prétexte initial à ces opérations, est d'ores et déjà très durement touché, décapité par l'exécution de son chef historique H. Nasrallah. Et ce mardi 1^{er} octobre, l'armée d'Israël a engagé des incursions terrestres, sommant, comme il l'a fait à Gaza, les habitants de fuir.

La date du 18 septembre n'a rien de fortuit : c'est l'anniversaire du massacre des camps palestiniens de Sabra et Chatila en 1982, alors qu'Israël venait d'envahir et d'occuper le Liban. Les troupes palestiniennes de l'OLP étaient écrasées et ses dirigeants contraints de fuir vers la Tunisie. L'État sioniste a alors montré quelle était sa véritable cible en ouvrant un boulevard aux milices « phalangistes » qui ont pu massacrer des milliers de réfugiés. Israël n'a mis fin à son occupation qu'en 2000, au prix de nouvelles annexions, pour la remplacer par des incursions constantes et le viol systématique du territoire libanais, dont une offensive militaire majeure en 2006.

Ainsi, sous couvert de permettre le « retour » de 60 000 colons... sur des terres historiquement volées au Liban et à la Syrie, les tenants de l'État sioniste entendent organiser une nouvelle invasion.

Israël, c'est la guerre en permanence contre le Moyen-Orient et ses peuples

Du fait même de sa nature d'État colonial et raciste, l'État d'Israël s'est implanté au Moyen-Orient comme un couteau se plante dans la chair, provoquant parmi les populations de la région une réaction d'auto-défense et de rejet aussi vitale que nécessaire.

Le nettoyage ethnique de la Palestine, en 1947-48, a contraint des centaines de milliers de Palestiniens à se réfugier dans les pays voisins, incapables de les assimiler économiquement. Ces réfugiés sont devenus des millions entassés dans des camps, ils n'ont dans leur grande masse pas d'autre perspective que d'aspirer à retourner sur leur terre. Le Moyen-Orient est lui-même une mosaïque des peuples opprimés. Les frontières, artificielles, sont le produit d'un découpage orchestré à la fin de la première guerre mondiale par les impérialismes français et anglais, au mépris des peuples..... (suite page 2)

Sommaire

• DECLARATION : PALESTINE, LIBAN...	P.1
• ÉDITORIAL.....	P.3
• LES MILITANTS INTERVIENNENT ET INFORMENT C.P.S.....	P.12
• GRANDE-BRETAGNE : APRES LES ELECTIONS GENERALES...	P.19
• ARGENTINE : LES MASSES CONFRONTEES A L'OFFENSIVE BRUTALE DU GOUVERNEMENT MILEI...	P.29
• HOMMAGE A NOTRE CAMARADE ROLAND MICHEL.....	P.34

Les régimes en place sont, d'une manière ou d'une autre, les produits de cet « ordre » impérialiste. Pour ces raisons, de l'émergence d'une situation révolutionnaire en Jordanie en 1970 au souffle révolutionnaire parti de Tunisie et d'Égypte en 2011, en passant par l'Intifada de 1987, la lutte du peuple palestinien pour sa libération et les luttes des masses de toute la région ont partie liée. La question palestinienne est devenue le symbole de la lutte de tous contre l'impérialisme et les dictatures à sa botte.

Par ailleurs, les tenants de l'État sioniste ont compris très tôt que, pour se maintenir, ils devaient emporter l'appui des puissances impérialistes dominantes dans la région en faisant coïncider les intérêts de ces dernières avec le leur : ce qui vaut à Israël le fameux titre de « gendarme du Proche-Orient ». État colonial, État constitutionnellement raciste, bras armé depuis des décennies de l'impérialisme américain qui a lui-même à son actif des millions de morts et des destructions innombrables au Moyen-Orient : Israël ne peut espérer se maintenir que par la guerre et la terreur continues.

Les puissances impérialistes soutiendront Israël jusqu'au bout

Après une année au cours de laquelle Israël a pu meurtrir le peuple palestinien sans se heurter à la moindre limite ni au moindre obstacle, c'est une évidence : les principales puissances impérialistes se tiennent aux côtés de l'État d'Israël. Les pires frappes israéliennes contre le sud de Beyrouth auraient été ordonnées par Netanyahu depuis le siège central de l'ONU à New York, en toute tranquillité.

L'impérialisme américain, soutien indéfectible et inconditionnel d'Israël, finance, arme et appuie l'État sioniste à tous les niveaux. C'est parce que la situation internationale est marquée par la tension croissante entre l'impérialisme américain et le « jeune » impérialisme chinois, seul concurrent de Washington au titre de puissance mondiale, qu'Israël a jugé possible d'engager son offensive décisive pour en finir avec le peuple palestinien et mettre toute la région à feu et à sang : puisque Washington a besoin d'Israël, il est possible de pousser l'avantage à un niveau sans précédent. Les années de présidence de Donald Trump en donnent une expression concentrée : Trump a en effet d'emblée « reconnu » la « souveraineté » d'Israël sur Jérusalem... ou sur le Golan, territoire syro-libanais annexé par Israël en 1967. Mais la concurrente de Trump dans le cadre des élections présidentielles, Kamala Harris, a déjà exprimé son « soutien inconditionnel » au « droit d'Israël à se défendre », tandis que Biden a apporté à l'État sioniste un appui financier historique.

En France, la répression qui s'abat contre toute expression en faveur du peuple palestinien suffit à le montrer : se mobiliser aux côtés du peuple palestinien, c'est se mobiliser contre Macron et contre l'impérialisme français. Le gouvernement Macron-Barnier-Retailleau qui vient d'être constitué se distingue encore par la place qu'il accorde aux figures pro-israéliennes les plus virulentes.

Le combat utile et nécessaire : imposer aux dirigeants du mouvement ouvrier d'organiser le boycott d'Israël

Par millions, les travailleurs et la jeunesse de tous les pays ont clairement conscience du caractère barbare des exactions de l'État sioniste. Ils savent que les dirigeants des principales puissances impérialistes sont du côté d'Israël. D'importantes mobilisations survenues dans le monde entier en témoignent – en particulier aux États-Unis, pays d'importance décisive. Plus personne ne croit aux cantiques en faveur d'une « paix juste et durable », encore moins à une « solution à deux États » alors même que l'opresseur, Israël, est en passe d'imposer « sa » solution à un seul État colonial et raciste.

Mais alors que cette conscience existe, la mobilisation reflue et semble sans effet. Comment l'expliquer ?

La responsabilité décisive est celle des dirigeants des organisations du mouvement ouvrier qui, loin de reprendre à leur compte les aspirations exprimées par les manifestants, n'ont cessé de refuser de se placer du côté de l'opprimé, contre l'opresseur.

Qu'on en juge en lisant le communiqué publié par la direction de la CGT le 24 septembre : « *Massacres de civil-es : le nouveau gouvernement français doit s'engager immédiatement pour la paix au Proche-Orient* ». La direction de la CGT demande donc au gouvernement Macron-Barnier-Retailleau d'exiger un « *cesser le feu immédiat et pérenne à Gaza et au Liban* » et la « *libération de toutes les personnes détenues* ». Elle précise que « *cela passe notamment par la demande d'une réunion d'urgence du Conseil de sécurité de l'ONU* ». Des suppliques qui pourraient tout aussi bien figurer sur les communiqués du Quai d'Orsay. Dans un tel cadre, la « revendication » d'une « *mise en œuvre de sanctions diplomatiques et économiques* » est une fumisterie : l'objectif essentiel de ce texte, c'est d'éviter de s'affronter au gouvernement allié d'Israël.

Un véritable combat pour stopper le bras de l'État sioniste et venir en aide au peuple palestinien, à la population du Liban, implique tout au contraire de s'organiser pour imposer à ceux qui peuvent et doivent organiser ce combat, les dirigeants des organisations du mouvement ouvrier (CGT, FO, FSU...), étudiantes et de jeunesse, du PS, du PCF... :

- **Condamnez sans équivoque les crimes d'Israël, placez-vous sans équivoque du côté du peuple palestinien**
- **Condamnez clairement l'attaque contre le Liban et sa population par l'État d'Israël**
- **Appelez à l'organisation du boycott effectif de l'État d'Israël à tous les niveaux**
- **Appelez à une manifestation nationale massive à l'ambassade d'Israël sur ces objectifs**



**Face au gouvernement Macron-Barnier-Retailleau,
gouvernement ultra-réactionnaire avalisé par le RN,
combattre pour imposer aux dirigeants syndicaux
la réalisation du front unique sur le mot d'ordre :
« À bas le projet de budget 2025 ! »**

Barnier désigné Premier ministre avec l'aval du RN

Le 5 septembre, deux mois après les résultats des élections législatives, Macron trouvait enfin une solution politique à l'imbroglio politique en choisissant Barnier comme premier ministre. En tant que politicien bourgeois, celui-ci offre toutes les garanties. Sa longue carrière politique témoigne d'un attachement et d'une fidélité à toute épreuve à la défense des intérêts de la bourgeoisie française. En particulier son bilan dans les institutions européennes comme commissaire européen puis négociateur du Brexit constitue un gage donné à Macron et aux cercles dirigeants de la bourgeoisie : en matière européenne sa politique s'inscrira dans les pas de celle des gouvernements Macron et il n'aura pas d'état d'âme à mettre en œuvre les budgets d'austérité nécessaires pour défendre les positions de la bourgeoisie française en Europe. Par ailleurs les positions qu'il a mises en avant lors de la primaire de LR de 2021, sur l'immigration, où il a repris les positions du RN, ainsi

que sur les retraites en se prononçant pour la retraite à 65 ans, ou encore sur l'école, avec des positions ouvertement dirigées contre l'école publique et les statuts nationaux des enseignants, montrent qu'il n'aura pas d'état d'âme non plus pour s'en prendre aux libertés démocratiques et poursuivre l'entreprise de liquidation des conquêtes du prolétariat.

C'est d'ailleurs parce qu'il est perçu ainsi que les manifestations appelées par LFI le 7 septembre, convoquées initialement pour afficher la pseudo radicalité de LFI dans un but manœuvrier, ont finalement connu une participation plus importante que ce qui était annoncé. Une fraction de la jeunesse et du prolétariat a voulu s'en saisir pour dénoncer la formation du gouvernement Macron-Barnier, gouvernement de la réaction avalisé par le RN.

**Le gouvernement Macron-Barnier-Retailleau : un gouvernement ultra réactionnaire.
La place de Retailleau**

La formation du gouvernement a été laborieuse. Encore une fois les intérêts partisans ont parlé. Pour les représentants de LR le soutien apporté à Barnier et la participation au gouvernement ne devaient pas conduire à une assimilation avec le camp présidentiel car cela aurait été se saborder face au RN, il leur fallait imprimer leur marque dans la politique gouvernementale. C'est pourquoi ils ont revendiqué des ministères régaliens tel que celui de l'Intérieur pour faire passer les mesures contenues dans leur « *pacte législatif* » sur l'immigration. Cela a provoqué une levée de boucliers du groupe macroniste par la voix de Attal qui a dénoncé une tentative de LR de faire main basse sur le gouvernement alors qu'il ne dispose que du 5e groupe de l'AN. Au final, pour éviter un blocage politique et institutionnel qui aurait placé Macron en première ligne, Macron, Attal et Bayrou ont dû accepter un compromis qui fait la part belle à LR. LR avec ses 47 députés obtient quasiment le même nombre de portefeuilles que le camp présidentiel (10 contre 12), dont nombre de partisans de la Manif pour tous, ce qui fait de ce gouvernement le gouvernement de l'ordre moral, de la réaction cléricale. Surtout, LR obtient les portefeuilles qu'il sollicitait : le ministère de l'Intérieur pour Retailleau ou celui des Outre-mer, qui occupe une place centrale dans la défense des positions de l'impérialisme français (Kanaky, Martinique...), pour François-Noël Buffet. Ce n'est pas pour y faire de la figuration que LR occupe ces postes. Retailleau s'est immédiatement fendu d'une déclaration assurant la police d'une totale impunité. Les phrases qu'il a proférées depuis sa prise de fonction sur l'immigration (« *Le problème c'est le nombre. Trop c'est*

trop ! Le pays n'est pas un hall de gare ») ou sur ses priorités (« *rétablir l'ordre, rétablir l'ordre et encore rétablir l'ordre* ») ne relèvent pas simplement de l'affichage. Retailleau va employer tous les moyens à sa disposition sur le plan réglementaire et législatif pour appliquer le pacte législatif de LR : expulser plus, régulariser moins, liquider l'aide médicale d'État (AME) et remettre en cause le droit du sol, allonger la durée de la détention provisoire et rétablir les peines planchers. Il est à ce poste pour cela : tailler le plus possible dans les libertés démocratiques, aussi longtemps que ce gouvernement restera en place, pour démontrer qu'il n'est nullement nécessaire de recourir au RN, puisque le parti historique de la Ve République applique le programme du RN. Voilà la mission qui lui a été confiée par LR et qu'il s'apprête à remplir avec le soutien de Barnier, cela en allant le plus vite possible car il sait que le gouvernement est à la merci d'une motion de censure votée par le RN.

Concernant la politique économique et budgétaire, Macron a obtenu que des représentants de Renaissance soient placés aux manettes de Bercy pour avoir l'assurance que la politique mise en œuvre depuis 2017 serait poursuivie. Il faut dire que Wauquiez, qui avait été sollicité pour le poste de ministre l'Économie, s'est désisté car il n'avait aucune envie d'endosser politiquement l'austérité budgétaire. Il a préféré se tenir en dehors du gouvernement, tout comme les autres chefs des partis gouvernementaux, les Attal, Philippe et Bayrou. Ceux-ci tiennent à garder leur liberté de manœuvre pour préparer la suite car ils mesurent parfaitement l'extrême fragilité d'un gouvernement sans

majorité et sans programme commun. Or du point de vue de la bourgeoisie, il faudrait au contraire un gouvernement fort, un gouvernement chirurgical qui engage le fer contre le prolétariat, un gouvernement qui prenne des mesures

drastiques pour donner des marges de manœuvre budgétaires à la bourgeoisie française. Mais comment en est-on arrivé là ? Il faut reprendre l'enchaînement des événements pour comprendre.

Retour sur les élections européennes et l'annonce de la dissolution

Avant les élections européennes Macron avait tenté de limiter la montée électorale du RN. Mais rien n'y a fait, le RN a fait le double des voix de la liste de l'ex-majorité. Cela a constitué une modification radicale de la situation politique. Alors que jusque-là la difficulté pour Macron était concentrée à l'Assemblée nationale (AN) où il ne disposait pas de la majorité absolue, au soir du 9 juin, son gouvernement et l'ex-majorité subissent une défaite politique cuisante : ils sont minoritaires dans le pays. Alors certes Macron aurait pu s'appuyer sur les institutions de la Ve république pour continuer à gouverner, mais il savait que tôt ou tard la situation politique nouvelle allait pousser les partis d'opposition à voter une motion de censure. Plutôt que d'attendre passivement ce moment, il a pris les devants en décidant de dissoudre l'AN et d'apparaître comme celui autour duquel le barrage contre l'arrivée au pouvoir du RN pouvait s'organiser et se gagner. Mais dès le 9 juin au soir, il a été clair qu'il s'agissait d'un pari perdant. En effet, les organisations qui avaient composé la NUPES ont mis de côté les oppositions qui les divisaient depuis des mois. Les quatre organisations, PS, PCF, LFI et EELV, se sont mises d'accord pour présenter un candidat unique dans chaque circonscription avant même d'avoir discuté d'un programme. Ce soir-là en effet il n'était pas question d'un programme de mesures concrètes précises, leur programme se résumait à la constitution d'un « front républicain » contre le risque d'une victoire du RN. C'est-à-dire une position conforme à celle du grand patronat qui, par l'intermédiaire du MEDEF, s'était déclaré à plusieurs reprises dans les mois précédents défavorable à l'arrivée au pouvoir du RN.

Il faut dire que les dirigeants du PS avaient tout à fait conscience qu'après des décennies où les gouvernements dirigés par le PS ont à chaque fois pratiqué une politique de gestion loyale du capitalisme consistant à porter coup sur coup aux travailleurs, ils n'avaient pas retrouvé une base

électorale stable, une base électorale dans les couches populaires. Ils savaient que le petit succès de la liste Glucksmann aux élections européennes (dont la politique n'était qu'une copie dite « de gauche » du macronisme) ne garantissait en aucune façon un résultat comparable aux élections législatives. Ils mesuraient que face au risque de l'arrivée au pouvoir du RN, c'est même très exactement l'inverse qui était le plus probable car l'électorat prolétarien du PS a fondu et que l'électorat Glucksmann est par définition « Macron compatible ».

C'est pourquoi les dirigeants du PS ont mis immédiatement sur pause leurs querelles avec LFI et se sont précipités pour se mettre d'accord sur le principe de candidatures uniques. Les autres organisations sont arrivées à la même conclusion que le PS. En effet, leurs représentants se rappelaient qu'en 2022 en constituant la NUPES ils avaient globalement doublé leur représentation parlementaire bien que n'ayant pas obtenu substantiellement plus de voix qu'aux législatives de 2017 où ils s'étaient présentés séparément. Voilà les bases sur lesquelles l'accord s'est fait entre le PS, le PCF, LFI et EELV. L'habillage en Nouveau front populaire (NFP) est venu après. Cette suggestion de Ruffin apportant un halo de pseudo radicalité à l'opération a été retenue alors qu'il s'agissait de « recoller les morceaux » entre appareils pour éviter une défaite électorale et pas d'une coalition constituée pour faire barrage à la poussée des masses comme le sont les dispositifs de front populaire. L'accord sur le programme a été bouclé ensuite, en quelques jours à peine. Il n'est pas nécessaire de s'étendre sur son contenu car sa nature est déterminée par les garde-fous qu'il fixe sur les questions internationales. A savoir des positions clairement pro-impérialistes, que ce soit sur l'Ukraine, avec l'affirmation du soutien à Zelenski et la volonté de poursuivre les livraisons d'armes, ou bien sur la Palestine, avec la reconnaissance de l'ersatz d'État palestinien et la condamnation du 7 octobre.

Les résultats des élections législatives

Au soir du premier tour des législatives, le NFP révèle son véritable contenu : le « Front Républicain ». Mélenchon annonce, au nom des chefs des partis du NFP, que tous les candidats arrivés en 3^e position avec le RN en tête devaient se retirer. C'est un appel à voter pour tous ceux qui, par leur politique, ont pavé la voie au RN, les ennemis de classe du prolétariat. Dès le lendemain, les dirigeants des syndicats appellent à leur tour au « front républicain » pour « faire barrage à l'extrême droite ».

Avec l'opération NFP, le prolétariat et la jeunesse se sont vus à nouveau privés de la capacité d'exprimer un vote de classe. La dernière fois, c'était il y a à peine deux ans. Macron avait été réélu. Le nombre de voix pour le RN est passé de 4,2 millions au premier tour des législatives de 2022 à plus de 10 millions cette fois-ci. Du point de vue du prolétariat, ces résultats ont constitué une lourde défaite

électorale et marqué un approfondissement de la dégradation du rapport de force entre les classes, dégradation qui est le produit de la succession des défaites subies sur le terrain de la lutte de classe directe depuis 2003 (2003 sur les retraites des fonctionnaires, 2010 avec la réforme Sarkozy portant l'âge de départ à 62 ans, 2013 son aggravation avec la réforme Touraine, 2018 sur le statut des cheminots, 2023 sur la fermeture des régimes spéciaux RATP, EDF et le report de l'âge légal de départ à 64 ans). Le PCF, dont la survie électorale ne procède plus que des restes de ses positions municipales, a subi de nouveaux revers avec la défaite de certains de ses principaux représentants. Il ne maintient un groupe à l'AN que par artifice. Quant au PS, s'il a doublé son nombre d'élus, son électorat essentiellement concentré dans les grandes métropoles se caractérise désormais par son caractère

volatile. Il n'arrive pas à retrouver une base électorale stable. La composition de l'Assemblée nationale élue est l'expression de ce rapport de forces entre les classes. Les partis de la bourgeoisie obtiennent 386 sièges sur 577 : 142 pour le RN et les ciottistes, 47 pour LR, 166 pour l'ex-majorité, 21 pour le groupe Liot et 8 non-inscrits.

Le « front républicain » au second tour a bien fonctionné et permis que le parti présidentiel et l'ex-majorité sauvent les meubles grâce au désistement de 131 candidats NFP ; il a permis de faire élire Borne et Darmanin, il a sauvé les postes d'un certain nombre de dirigeants de LR et empêché le RN d'obtenir une majorité de députés à l'AN. Néanmoins, le pari politique de Macron s'est soldé par une deuxième défaite du camp présidentiel, avec l'effondrement et la dispersion de ses effectifs de députés. Macron n'a plus de majorité, même relative, à l'AN ; son

parti Renaissance passe de 172 à 99 sièges et l'ensemble des partis du camp présidentiel perd 77 sièges alors que le RN arrive en tête au second tour avec 10 300 000 voix. L'AN se retrouvait alors à l'issue des élections divisée en trois blocs : le NFP, qui devient le premier groupe parlementaire mais avec 193 sièges seulement, ce qui est loin de lui assurer la majorité puisqu'il lui manque près de 100 sièges pour cela, le RN, qui dispose de 142 sièges avec son allié ciottiste, et l'ex-majorité, avec 166 sièges. LR obtenant 47 sièges.

C'est une crise majeure de représentation politique de la bourgeoisie qui est ouverte. Mais tout aussi grave et inédite que soit cette crise, elle se produit dans une situation où la classe ouvrière est profondément sur la défensive et impuissante à en tirer le moindre avantage politique.

À l'origine de la crise de représentation de la bourgeoisie : le déclin accéléré de l'impérialisme français

L'expulsion de la France du Mali, puis du Burkina Faso et du Niger a porté un coup majeur à ce qui fut le pré carré de l'impérialisme français en Afrique. Mais aujourd'hui l'expression la plus saisissante du déclin de l'impérialisme français est incontestablement la terrible situation en Kanaky, confrontée à la répression de l'État colonial et en voie d'effondrement économique et social en raison de l'acharnement de l'impérialisme français à y maintenir sa domination. Or avec la Kanaky, c'est la place de l'impérialisme français dans le Pacifique qui se trouve maintenant menacée et ses plus de 9 millions de km² de zone économique exclusive que l'impérialisme français ne veut pas lâcher. A cela s'ajoute l'envoi des CRS en Martinique pour réprimer la mobilisation contre la vie chère. Cette situation de déclin pousse dans les bras du RN la hiérarchie militaire et policière nostalgique de la grandeur passée de l'impérialisme français.

À la racine de cette remise en cause des positions de l'impérialisme français il y a l'affaiblissement inexorable de sa place dans l'économie mondiale. Contrairement au discours mensonger des gouvernements Macron, la France n'est pas sortie renforcée mais affaiblie de la crise dite sanitaire : le solde des échanges de la France continue de se dégrader au sein de la zone Euro, la productivité du travail y a davantage diminué que dans les autres économies européennes, le déficit de son commerce extérieur est toujours massif et son récent rétablissement partiel ne peut masquer la faiblesse persistante des capacités exportatrices de la France. Fait significatif : les fermetures ou menaces de fermetures de sites dépassent à nouveau en 2024 le nombre d'ouverture de sites industriels.

Quant à la situation de ses finances publiques, elle s'est considérablement aggravée : le déficit budgétaire de la France, loin de se résorber, a atteint 5,5% du PIB en 2023 (et 6% annoncé pour 2024), ce qui en fait le plus élevé de l'UE après l'Italie. Concernant la dette publique, la France est à l'avant avant-dernière place en Europe, juste devant l'Italie et la Grèce, un des seuls pays en Europe dont la dette

publique continue à s'accroître. Elle atteint plus de 110 % du PIB fin 2023. Le renchérissement du service de la dette qui en découle creuse la dette extérieure du pays qui approche désormais les 28 % du PIB. Le diagnostic est donc clair et net : le capitalisme français est en voie de déclin en Europe. La façon dont Breton a été prestement éjecté de son poste de commissaire européen en est une expression saisissante.

Cette dégradation emporte des conséquences politiques. De par leur nature de classe, les partis bourgeois ont besoin pour exercer leur domination d'obtenir le soutien de couches petites bourgeoises et même de fractions du prolétariat. Or ces couches petites bourgeoises subissent aujourd'hui de plein fouet les conséquences du déclin du capitalisme français, la perte de ses positions et la pression de la concurrence internationale qui se fait de plus en plus forte. C'est pourquoi elles se détournent des partis bourgeois traditionnels, de l'ex-majorité ou de LR, qui incarnent l'axe pro-UE des cercles dirigeants de la bourgeoisie française, et font mouvement vers le RN, qui leur paraît porteur d'une politique pouvant les protéger derrière des barrières nationales. Le regroupement de toute une partie de la petite paysannerie autour de la Coordination rurale dans la mobilisation paysanne de l'hiver dernier a été une illustration de ce mouvement.

Il en va de même concernant de larges secteurs du prolétariat qui, trahis par la politique des appareils syndicaux de soutien à la bourgeoisie française, à son axe pro-UE, d'accompagnement des restructurations et plans sociaux qui en résulte, ne voient eux-aussi d'autre issue que dans le « repli national » et le rejet des immigrés rendus responsables de leur situation. Ce sont ces tendances de fond qui alimentent la montée en puissance du RN, quasi naturellement et pratiquement sans qu'il n'ait rien à faire. Il y a aujourd'hui une dynamique du vote RN qui se renforce mécaniquement au fur et à mesure que les positions du capitalisme français s'effritent.

Une situation de crise d'une gravité inédite sous la Ve République

La situation de crise issue des législatives n'a rien à voir avec les situations de cohabitation des gouvernements

Chirac en 1986-1988, Balladur entre 1993 et 1995 et Jospin entre 1997 et 2002. Dans chacun de ces cas, la victoire de

l'opposition aux élections législatives avait transféré l'essentiel du pouvoir de la présidence de la république au premier ministre et à son gouvernement. Or aujourd'hui tel n'est pas le cas, puisqu'il ne s'est pas dégagé de véritable majorité aux élections et à l'AN.

Macron déclarait attendre de voir comment allait se passer la « structuration » de la nouvelle AN pour « éclairer » son choix du premier ministre. Or c'est au contraire une AN « déstructurée » qui est ressortie des élections à la présidence et au bureau de l'AN, des élections des présidents des commissions et des rapporteurs : Braun-

Pivet a fini certes par être élue au 3e tour comme présidente de l'AN, mais l'ex-majorité est minoritaire dans le bureau de l'Assemblée. Quant à l'élection des présidents de commissions et des rapporteurs, elle a débouché sur une situation difficile pour le camp présidentiel qui ne détient plus aucun poste important sur le sujet crucial du budget, ni à l'AN ni au Sénat. Par contre, aucun représentant du RN n'a été élu à un poste de responsabilité en application de la politique du « front républicain », alors qu'en 2022, bien qu'ayant moins de sièges, le RN avait obtenu des postes de responsabilité dans les commissions. C'est la seule chose qui a été vraiment maîtrisée.

Le MEDEF appelle « à faire le choix du pays »

Cette situation de crise intervient au pire des moments puisqu'il est impératif pour la bourgeoisie française de ne pas différer les décisions notamment budgétaires à prendre si elle ne veut pas se faire reléguer de manière définitive en deuxième division au sein de l'UE. C'est pourquoi le MEDEF a décidé de se faire entendre dès le lendemain des élections en exhortant Macron, « garant de l'intérêt national à faire le choix du pays plutôt que des intérêts

partisans ». C'est la position que Macron a traduite dans sa déclaration du 10 juillet où il dressait le constat que seules les forces républicaines représentent une majorité absolue et appelait à un large rassemblement en concluant : « *les forces politiques doivent concrétiser le « front républicain » par leurs actes* ». C'était la ligne de l'« arc républicain » du PS jusqu'à LR, en excluant LFI et le RN.

Les appareils syndicaux en soutien de leur bourgeoisie

La position exprimée par la direction de la CGT le 8 juillet au soir recoupe exactement la position du MEDEF. Les mots sont les mêmes : « *il faut rassembler le pays* » déclare-t-elle, en ajoutant « *partout dans les territoires la CGT va rencontrer les députés républicains pour porter les exigences du monde du travail* ». C'est la ligne du « front républicain ». Alors certes, immédiatement après les élections, la direction de la CGT ne pouvait qu'apparaître défendant la constitution d'un gouvernement du Nouveau front populaire, elle qui n'a cessé de mettre en avant la constitution du NFP pour faire passer sa ligne du « front républicain ». Le Comité confédéral national de la CGT déclare le 9 juin : « *le nouveau gouvernement doit être formé au plus vite autour du programme du Nouveau Front Populaire* ». Mais au même moment Binet affirme : « *la gauche en majorité relative devra faire des compromis* ». Dans une interview à RTL elle va jusqu'à déclarer : « *on n'a pas besoin d'un gouvernement de martyrs qui tombe au bout de trois semaines. On a besoin d'un gouvernement qui*

puisse diriger le pays dans la durée ». Or un gouvernement qui puisse diriger le pays dans la durée, étant donné l'absence de majorité, que peut-il être d'autre qu'une mouture du gouvernement de « l'arc républicain » que le MEDEF et Macron appellent de leurs vœux ? Tous les dirigeants syndicaux se sont disposés sur cette orientation : le 11 juillet, l'intersyndicale fait une déclaration demandant le renforcement de la démocratie sociale dans la période à venir. Cette déclaration a pris toute sa signification après que le MEDEF à son université d'été a appelé les directions syndicales à s'engager au plus vite dans la voie du dialogue social. Avant même que la bourgeoisie en ait fait la demande, les directions syndicales s'étaient déclarées disponibles pour renforcer le dispositif de dialogue social que la bourgeoisie estime indispensable dans la difficile période à venir pour faire passer les mesures d'austérité projetées. On ne peut pas faire plus responsable au compte de la bourgeoisie.

Gouvernement de « l'arc républicain » : de quoi s'agit-il ?

Il ne s'agit pas d'un gouvernement constitué sur la base d'un programme de défense des libertés démocratiques. En effet, ce n'est pas le fait que le RN recueille un succès massif dans la police, la gendarmerie et tout l'appareil d'État répressif qui est de nature à inquiéter en quoi que ce soit le MEDEF et l'ensemble des partis bourgeois qui n'ont cessé d'œuvrer au renforcement policier de l'Etat. Sur cette question ils sont tous d'accord pour donner toujours plus de moyens à la police, à la gendarmerie et à l'institution

judiciaire pour réprimer en particulier les fractions du prolétariat et de la jeunesse issues de l'immigration auxquelles le capitalisme français en crise n'offre aucune perspective d'avenir et qu'il marginalise dans des ghettos. Par contre, c'est sur les questions économiques que se situent les divergences et en particulier sur l'axe pro-UE qui est celui des cercles dirigeants de la bourgeoisie française. Ils estiment que sur cette question fondamentale le RN et LFI n'offrent pas suffisamment de garanties.

Intérêt de classe, « intérêts partisans » et plans de carrière individuels

Cela étant, du point de vue des partis politiques, la réalisation d'un gouvernement de « l'arc républicain » était loin d'aller de soi. Pourquoi ? Parce que comme le dit à juste titre le MEDEF, il y a aussi les intérêts partisans. Sans compter les plans de carrière individuels dans la perspective

de l'élection présidentielle de 2027. C'est ainsi que pour Wauquiez, devenu le dirigeant du groupe parlementaire, il était a priori exclu que LR participe à un gouvernement de « l'arc républicain » car cela impliquait d'endosser les futurs budgets (celui de l'Etat et celui de la Sécurité sociale)

qui doivent porter les coups les plus rudes contre l'immense majorité de la population. Il estimait que ce serait sacrifier ses chances pour 2027 et se saborder au profit du candidat du RN. D'où la manœuvre engagée à ce moment-là par LR qui a élaboré un « *pacte législatif* » pour s'afficher aux yeux de la bourgeoisie comme une force de proposition responsable tout en refusant d'intégrer un gouvernement de coalition. Une position qualifiée par Pradié, qui s'est mis en congé du parti, de « *stratégie du tas de cendres* », c'est-à-dire une position sacrifiant les « intérêts supérieurs de la nation » au profit d'intérêts partisans, voire personnels.

Du côté du NFP, en particulier du PS, sous une forme différente le dilemme était le même. Que le PS n'ait plus à faire ses preuves en matière de trahison éhontée des intérêts des travailleurs est une affaire entendue, mais depuis 1981, c'est toujours sous la conduite de gouvernements structurés par le PS que de telles politiques ont été systématiquement conduites. Or là, il s'agissait de s'associer au camp présidentiel et à LR dans un gouvernement de coalition pour mettre en œuvre la politique d'austérité que la situation du capitalisme français exige. Une tout autre affaire, dont le seul bénéficiaire serait Mélenchon. Mélenchon qui justement ne cessait de « préparer le terrain », notamment en affichant des postures radicales totalement déconnectées de la réalité. C'est le cas de sa déclaration, faite immédiatement après la communication

des résultats des législatives, dans laquelle il affirmait qu'il appartient au président de la république de désigner un premier ministre qui devra appliquer « *rien que le programme mais tout le programme du NFP* », cela alors que Mélenchon savait très bien qu'un gouvernement du NFP constitué sur le programme du NFP serait immédiatement renversé. C'est le cas aussi de sa menace d'engager une procédure de destitution dans le cadre de l'article 68 de la constitution contre Macron s'il ne désignait pas Castets comme première ministre. Cette procédure nécessitant l'approbation des 2/3 des députés et sénateurs n'a pas plus de chance d'aboutir. Mais LFI a décidé de prendre seule cette initiative pour placer Faure sous la pression de ceux qui, au sein du PS et en marge du PS, ne peuvent qu'être révoltés par une menace qui va totalement à l'encontre de la stabilisation du cadre politique qu'exige la défense de la bourgeoisie française, c'est-à-dire l'opposition à Faure. Mais ce dernier, mesurant que Mélenchon voulait le pousser à la faute et lui faire porter la responsabilité de la rupture, a estimé que l'association à un gouvernement de « l'arc républicain » pour mettre en œuvre les budgets d'austérité que la situation impose achèverait de détruire le PS et laisserait la voie libre à Mélenchon. C'est pour cette raison qu'il a décidé de continuer, avec l'appui de EELV et du PCF, à soutenir la candidature de Castets comme s'il ne s'était rien passé.

Les consultations des 23 et 26 août : Macron écarte l'hypothèse d'un gouvernement du NFP

Castets et Faure n'avaient pourtant pas ménagé leurs efforts pour démontrer leur volonté de compromis. C'est ainsi que Castets avait, d'après *Le Monde* du 26/08, « *expliqué la méthode qu'elle comptait mettre en place une fois au pouvoir et les compromis qu'elle était prête à consentir pour obtenir des majorités* » et « *évoqué des convergences possibles avec le pacte d'action* » (proposé par Attal). Elle avait « *fait valoir un certain nombre d'ouvertures sur les sujets fiscaux de la part de Attal...qui s'est montré ouvert à l'adoption d'un ISF vert, à la conditionnalité des aides aux entreprises, à la baisse des exos de charges patronales sur les hauts salaires* ». Faure avait ajouté : « *il s'agirait de trouver texte par texte des majorités et chemin faisant, on verrait si des gens sont prêts à venir avec nous* ». Le moins qu'on puisse dire, est qu'on était là très loin du « *rien que le programme mais tout le programme du NFP* » ; on était même à l'opposé, puisqu'en réalité la ligne avancée par Castets et Faure était celle d'un « front républicain » texte par texte. Mais pour autant, les formations de l'ex-majorité reçues par Macron se sont prononcés contre tout soutien à un gouvernement incluant LFI.

Mélenchon a aussitôt vu le profit qu'il pouvait tirer de la situation. Il a fait semblant de poser la question au camp présidentiel : « *le gouvernement de Mme L. Castets, s'il ne comportait aucun ministre insoumis, est-ce que vous vous engagez à ne pas voter la censure et à lui permettre d'appliquer le programme pour lequel nous sommes*

arrivés en tête des élections législatives ? ». Ce faisant, Mélenchon, qui avait cautionné le fait que Castets prenne position au nom de tous devant Macron pour l'établissement de compromis texte par texte, affichait une attitude d'ouverture, comme s'il voulait faciliter l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement du NFP tout se donnant la possibilité de porter « *un regard très critique* (sur les) *accords passés au parlement* », selon les mots d'un ténor du PS en ne participant pas au gouvernement. Autrement dit, Mélenchon se plaçait dans la position de soutenir un éventuel gouvernement du NFP comme la corde soutient le pendu. Il poursuivait ainsi son objectif de liquider le PS, de faire place nette car il ne doit plus subsister même les restes des partis d'origine ouvrière pour mettre en œuvre la politique bonapartiste néo-gaulliste que porte LFI.

Mais pour les partis bourgeois traditionnels, un gouvernement du NFP, même sans LFI, était inacceptable. En soutenant, même tacitement, un tel gouvernement et en ne votant pas la censure, ils ouvriraient un boulevard au RN. C'est pourquoi immédiatement les ténors des partis bourgeois sont montés au créneau pour indiquer qu'il était hors de question qu'ils soutiennent un gouvernement du NFP même sans LFI car la question était celle du programme du NFP. C'est ce qui a permis à Macron de conclure au nom de la stabilité institutionnelle qu'il n'était pas possible d'accepter la formation d'un gouvernement du NFP qui serait immédiatement censuré.

L'impossibilité d'un gouvernement de « l'arc républicain »

Aussitôt Macron s'est lancé dans un deuxième round de concertations sans associer LFI, ni le RN, ni Ciotti. Par

contre, il a invité le PS, le PCF et EELV. Cela correspondait à la recherche du gouvernement de « l'arc républicain ».

Mais ceux-ci ont décliné l'invitation de Macron étant donné son refus de constituer un gouvernement Castets. Leur refus a été la matérialisation du fait que, dans l'immédiat, la formation d'un gouvernement de « l'arc républicain » en

bonne et due forme était impossible en raison de la pression exercée par le RN en particulier sur LR et par LFI sur les partis d'origine ouvrière.

La bourgeoisie française prise à la gorge s'impatiente

Cette impatience s'est exprimée très fortement à l'université d'été du MEDEF les 27 et 28 août, en particulier par la bouche du président du syndicat des indépendants et TPE qui a dit : « *il est plus que temps pour le président de la république de nommer le ou la chef de gouvernement...et qu'une direction claire soit donnée* », ainsi que par la voix du président du MEDEF, Martin, qui a déclaré : « *si un cap politique clair et rassurant n'est pas rapidement défini, le risque de retournement (économique) sera majeur* ». Celui-ci a accompagné sa mise en garde d'un état des lieux de l'économie française alarmiste : « *on a battu en juillet le record historique des dépôts de bilan* ». Il a expliqué que l'industrie est sur une pente difficile et que la consommation ne reprend pas de vigueur. C'est incontestable : personne en effet ne s'illusionne sur la durabilité de l'effet JO qui s'est traduit par une amélioration conjoncturelle de l'emploi au deuxième trimestre (+ 40 000) et une hausse du PIB de 0,2 %. Le recul pour le 6^e

trimestre consécutif de l'emploi intérimaire, indicateur avancé de l'évolution de l'activité économique, le constat que les ventes de voitures se sont effondrées de 24 % au mois d'août en France, que les exportations vont être confrontées à des obstacles croissants avec le tarissement prévu de la demande étrangère de la part de la Chine, des USA et de l'Allemagne sont autrement significatifs. Il faut aussi évidemment tenir compte des éléments fondamentaux déjà évoqués sur la dégradation des positions de la France dans l'économie mondiale et l'état extrêmement alarmant de ses finances publiques. C'est ce qui a amené le président du MEDEF à souligner la menace de déclassement de la France et à mettre en garde contre les graves errements auxquels s'exposerait le pays « *si les orientations poursuivies depuis 2017 sont abandonnées* ». Le message était clair et net : se dépêcher de trouver une solution politique permettant de poursuivre sur la voie des contre-réformes engagées depuis 2017.

La recherche d'un premier ministre de « rassemblement »

À défaut de pouvoir constituer un gouvernement de « l'arc républicain », Macron va donc consulter « *des personnalités se distinguant par l'expérience du service de l'Etat et de la République* ». Il s'agit, dit-il, de « *personnes qui ont servi l'Etat au plus haut niveau, susceptibles d'avoir un avis éclairé ou d'occuper la fonction de premier ministre* ». Après la défaite subie aux élections, il n'était en effet pas possible de continuer comme si de rien n'était ; il était nécessaire d'afficher un changement politique. C'était la condition pour poursuivre la politique engagée depuis 2017. C'était donc forcément soit du côté du PS, soit du côté de LR qu'il fallait chercher la personnalité pouvant incarner le gouvernement de large rassemblement qu'appelait de ses vœux Macron.

L'hypothèse d'un premier ministre de « gauche » présentait l'intérêt pour Macron d'être de nature à faciliter le dialogue avec les appareils syndicaux à un moment où il est évident que gouvernement et patronat auront grand besoin de s'appuyer sur les directions syndicales pour faire passer leur politique. Cazeneuve présentait l'avantage d'avoir largement fait ses preuves en tant que défenseur de l'État bourgeois, notamment en couvrant la gendarmerie dans l'assassinat de Rémi Fraisse. Mais la candidature de Cazeneuve s'est heurtée au refus de Faure et du groupe parlementaire PS. Faure a expliqué qu'un chef de gouvernement qui ne bénéficierait pas du soutien des trois autres forces du NFP serait forcément l'otage du camp présidentiel aux troupes beaucoup plus importantes avec ses 166 sièges que celles du PS et ses 61 sièges. Aux soutiens de Cazeneuve regroupés autour de Geoffroy, Mayer-Rossignol, Hidalgo, Delga, il a déclaré : « *si vous voulez gouverner sans le NFP avec la droite, vous serez la droite* ». Au final, lors du BN du 3 septembre, la direction Faure et le groupe parlementaire ont maintenu leur refus

d'apporter un soutien inconditionnel à Cazeneuve, ce qui a conduit certains, tels que le sénateur PS de l'Hérault Hussein Bourgi, à parler « d'une entreprise d'impeachment orchestrée par Faure contre Cazeneuve ».

L'hypothèse d'un premier ministre issu de LR, celle offrant le plus de facilités concernant la poursuite de la politique mise en œuvre depuis 2017, se heurtait jusqu'alors au refus de Wauquiez de s'associer sous quelque forme que ce soit au camp présidentiel. Mais au sein de LR la pression s'est renforcée, notamment de la part de Sarkozy qui est intervenu opportunément le 30/08, pour contraindre Wauquiez à tourner et accepter qu'un représentant de LR aille à Matignon. « *Wauquiez a fini par accepter pour ne pas apparaître comme irresponsable* », a commenté un député LR. Mais il n'y a pas que la nécessité de contribuer à trouver une issue à la crise gouvernementale conformément à la demande de la bourgeoisie qui a déterminé l'évolution de LR. Il y a aussi le calcul politique selon lequel Macron étant affaibli, il est préférable d'être aux manettes gouvernementales pour participer à la succession. Mais bien évidemment, une candidature soutenue par le groupe LR avec ses 47 députés nécessitait l'assurance que le RN ne voterait pas la censure dès la formation d'un tel gouvernement. Ce que celui-ci a accepté sans hésitation, car cela permet au RN, qui ne renonce en rien à postuler au pouvoir, d'afficher une attitude de parti responsable de nature à renforcer sa légitimité aux yeux de la bourgeoisie. C'est ainsi que le RN est passé du statut de paria, qui avait été le sien au deuxième tour des législatives et lors de l'attribution des postes de responsabilité dans l'AN, à celui d'arbitre des nominations. Le gouvernement Macron-Barnier-Retailleau à peine constitué se trouve confronté à des échéances majeures.

L'échéance des budgets 2025 : le mur de la dette

Alors que la Commission européenne a placé en juillet 2024 la France sous procédure de déficit excessif en raison de l'importance du déficit budgétaire 2023 de l'État alors annoncé (4,9%), au final le déficit budgétaire 2023 est supérieur puisqu'il a atteint 5,5 % du PIB. Concernant l'année 2024, alors que le budget voté reposait sur une prévision de 5,1 % de déficit, ce dernier pourrait dépasser les 6 % fin 2024. Le déficit ne cesse de s'aggraver.

Ces questions du déficit budgétaire et de la dette, qui dépasse les 3 200 milliards d'euros, soit plus de 112 % du PIB, étreignent la bourgeoisie française. En effet, un déficit deux fois plus important que celui de l'Allemagne signifie des taux d'intérêt beaucoup plus importants à verser pour les emprunts de l'État, c'est-à-dire une charge de la dette beaucoup plus importante pour les finances publiques qui obérisse les capacités de l'État à soutenir les capitalistes français. Cela à un moment où les bourgeoisies européennes sont prises en étau dans l'affrontement économique entre les impérialismes US et chinois à coup de subventions massives et de crédits d'impôts à leurs industries de pointe. Or d'ores et déjà les industriels français des secteurs de pointe représentant l'avenir, tel celui de l'hydrogène, tirent la sonnette d'alarme sur le retard qui est en train d'être pris par la France et demandent que l'État renforce son soutien budgétaire.

Pour la bourgeoisie française il n'y a donc pas d'échappatoire : il faut restaurer des marges de manœuvre budgétaires en taillant dans les déficits. Or la dégradation des comptes publics rend obsolète le plan de B. Le Maire qui prévoyait de ramener le déficit à 3 % d'ici 2027. Selon Villeroy de Galhau, le gouverneur de la Banque de France, ramener le déficit budgétaire en dessous de 3 % fin 2029 suppose de l'ordre de 100 M « d'économies », soit 20 milliards par an. Le projet de budget établi par Attal pour 2025 et repris comme base de travail par le nouveau gouvernement s'inscrit dans ce cadre. C'est un budget d'austérité qui correspond à 10 milliards de coupes. Sachant que ce projet prévoit 3 milliards de crédits budgétaires supplémentaires pour les armées, c'est en fait 13 milliards de coupes au minimum pour les autres ministères (les ministères de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'immigration, de l'agriculture notamment voient leurs crédits rabotés). Le ministère du travail étant de manière significative le plus touché avec plus de 2 milliards de coupes devant s'appliquer aux aides à l'apprentissage mais aussi aux dispositifs d'aide aux chômeurs que sont les contrats d'insertion, les contrats d'engagement jeunes, aux missions locales et même aux travailleurs handicapés en réduisant les aides pour l'adaptation des postes de travail

dans les entreprises adaptées. Encore une fois, c'est haro sur les jeunes précaires et les chômeurs.

Mais le gouvernement ne compte pas s'en tenir là. Pour 2024, une partie des 16,5 milliards de crédits gelés en juillet vont être purement et simplement supprimés dans une situation où beaucoup de ministères sont déjà « à l'os », il est question d'une loi de finances rectificative pour limiter le déficit. Concernant 2025, il est aujourd'hui beaucoup agité l'idée de hausses d'impôts qui épargneraient les classes moyennes pour frapper les plus riches et les entreprises. Outre le fait que le flou qui entoure la notion de classe moyenne n'est pas de nature à rassurer les couches populaires, les nouveaux ministères viennent de faire une mise au point : les « efforts » porteront principalement sur les dépenses, ils se traduiront par de nouvelles coupes, des « mesures fortes », ont-ils dit. Il est donc envisagé d'aggraver les coupes budgétaires déjà annoncées par Attal.

La situation des comptes sociaux est également très dégradée. Le déficit hospitalier prévu pour 2024 dépasse les 2 milliards. Le président de la Fédération hospitalière de France affirme que « la situation budgétaire de l'hôpital public n'a jamais été aussi dégradée ». Il estime à 6 milliards l'augmentation nécessaire du budget des hôpitaux. La facture de remboursement des soins de ville qui représentent 40 % du total des dépenses de santé est aussi en train de déraper. Un dépassement de plus d'un milliard est attendu d'ici à la fin de l'année. En conséquence, la Cour des comptes juge « hors de contrôle » les comptes de la sécu 2024. Etant donné qu'il est hors de question pour la bourgeoisie française, prise à la gorge, de revenir sur les dizaines de milliards d'exonération de cotisations sociales dont bénéficient les patrons, ce sont donc de nouveaux coups contre le droit à la santé et la sécu qui sont en préparation dans le cadre du projet de loi de financement de la Sécurité sociale 2025. Il est évoqué de réduire substantiellement l'indemnisation des journées de maladie, d'étendre la franchise médicale à tous les « dispositifs médicaux » (implants, prothèses...), voire de supprimer le 100 % pour la grande majorité des assurés pris en charge en affections de longue durée, ce qui constituerait une régression historique.

La bourgeoisie doit donc se donner les moyens politiques de faire passer l'aggravation des coups portés à la population laborieuse sur tous les plans. Etant donné la fragilité de ce gouvernement, cela passe plus que jamais par le dialogue social, dont l'approfondissement constitue un objectif politique de première importance pour le gouvernement et la bourgeoisie aujourd'hui.

L'importance décisive du dialogue social pour le nouveau gouvernement

Dès ses premières prises de parole, Barnier a mis en avant le rôle des directions syndicales ; il a affirmé avoir « beaucoup de respect » pour elles, en ajoutant : « notre pays a besoin de syndicats forts ». Cela avant même d'avoir constitué son gouvernement, comme si les appareils syndicaux étaient appelés à occuper un ministère de ce gouvernement. Cela n'a évidemment pas été le cas car les rapports entre les classes ne le permettent pas. Par contre,

c'est à dessein qu'une ministre, Panosyan-Bouvet, ayant « le dialogue social chevillé au corps » selon un dirigeant syndical et voulant « incarner un changement de méthode » a été placée à la tête du ministère du travail pour associer les directions syndicales à la mise en œuvre de la politique du gouvernement.

À la fin du mois d'août, le président du MEDEF, Martin, avait ouvert la voie en appelant les directions syndicales à

reprenre les négociations sur l'emploi des seniors qui comportaient un volet sur la mise en œuvre de la réforme des retraites. Le 13 septembre, les dirigeants des fédérations de fonctionnaires ont fait des propositions au gouvernement en la matière. Ils ont dit oui à l'ouverture de discussions sur le contenu de la réforme, à condition que celle-ci soit suspendue. Barnier s'est saisi de la perche tendue. Il vient de proposer d'ouvrir des discussions pour « améliorer le texte sur la réforme des retraites ». D'ores et déjà, des thèmes sont mis en avant tels que les carrières longues, la pénibilité et les carrières féminines.

Après l'interview de Barnier à TF1 le 6 septembre, *Le Figaro* écrivait : « Si Michel Barnier entend ouvrir de possibles discussions sur le sujet, il veut, quoi qu'il arrive, respecter "le cadre budgétaire" ». Ouvrir des discussions sur des aménagements de la loi retraites, dans le strict

respect du « cadre budgétaire », c'est pour Barnier, l'opportunité de donner un coup de fouet à la politique de concertation avec les directions syndicales. Autrement dit les dirigeants des fédérations de fonctionnaires ont ouvert la voie au gouvernement. Mais en réalité, ils n'ont fait que mettre leurs pas dans ceux des dirigeants des confédérations.

Relancer des concertations sur la question des retraites, c'est aussi accepter de collaborer à la préparation de nouvelles contre-réformes qui pourront s'appuyer sur le rapport du Conseil d'orientation des retraites (COR) de juin dernier. La responsabilité des dirigeants syndicaux est d'exiger l'abrogation de la loi retraites, pas sa suspension. Ils doivent évidemment refuser d'entrer dans des concertations sur son application. Ils doivent boycotter le COR et arrêter de lui apporter leur caution.

Les dirigeants des confédérations ont dit oui au MEDEF pour renforcer le dialogue social ...

Comme d'habitude, c'est l'appareil CGT qui a donné le la avec le dialogue organisé sous l'égide du PCF à la Fête de l'Humanité entre Martin et Binet. Binet a dit au patron du MEDEF : « j'ai bien entendu votre appel à la réouverture de la négociation...je pense que votre présence s'inscrit dans ce cadre ». Ce qui est tout à fait exact, mais ce qu'elle omet de dire, c'est que sa participation au débat signifie que la direction de la CGT s'inscrit elle aussi dans le cadre fixé par le président du MEDEF. C'est en effet un partenariat

entre patronat et appareils syndicaux pour faire face aux graves problèmes que rencontre la bourgeoisie française qui a été acté à la Fête de l'Humanité. La mise en œuvre n'a pas tardé, puisque dès le 15 septembre l'appareil CGT comme tous les autres appareils syndicaux participaient à une réunion informelle à laquelle le président du MEDEF les avait conviés pour commencer à passer aux travaux pratiques sur le dialogue social.

... et oui au gouvernement

Les réactions des directions syndicales aux premières prises de parole de Barnier misant sur le dialogue social pour faire passer sa politique ont été tout aussi claires. Binet a ressorti le sempiternel prétexte que les appareils mettent en avant pour justifier leur participation au dialogue social en disant : « nous demandons des clarifications fortes ». Des clarifications ? La direction de la CGT ne voit-elle pas ce que tout le monde voit concernant la catastrophe qui s'annonce pour les travailleurs et la jeunesse avec les projets de budgets 2025 ? Les mesures contre les droits des chômeurs, contre le droit à la santé, les coupes budgétaires pour tous les ministères sauf ceux des armées, de l'intérieur et de la justice ? Concernant les augmentations d'impôts, est-il besoin de participer à un quelconque dialogue pour comprendre que les quelques mesurètes qui pourraient être prises ont pour seule fonction de faciliter l'application des mesures d'austérité pour l'immense majorité ? Comme d'habitude, le dirigeant de la FSU, Teste, s'est aligné sur Binet en indiquant ne pas vouloir faire de procès par avance à Barnier, ce qui est une autre façon de justifier la participation au dialogue social.

À peine quelques jours après la constitution du gouvernement et sans attendre la déclaration de politique générale du premier ministre (qui interviendra après la rédaction de cet éditorial), le dialogue social a commencé à se mettre en place au plus haut niveau par la réception des dirigeants syndicaux par Barnier lui-même. Binet a été reçue le 25 septembre. A la sortie de Matignon elle a déclaré « nos inquiétudes demeurent » et présenté comme un fait positif le fait que la nouvelle ministre du travail ait déclaré « qu'il fallait redonner la main aux acteurs sociaux notamment sur l'emploi des seniors ». Or la proposition de reprendre les discussions sur l'emploi des seniors, ce n'est rien d'autre, sur le fond, que la proposition commune MEDEF-Barnier d'associer les directions syndicales à de nouvelles discussions sur l'application de la réforme des retraites. Binet peut toujours faire des phrases sur l'abrogation de la loi sur les retraites, le fait est qu'elle présente comme positive la proposition MEDEF-Barnier.

L'appel CGT-FSU-Solidaires à la journée d'action du 1^{er} octobre escamote le combat contre le budget

FO, l'UNSA et la CFDT ont refusé de s'y associer, elles ont renvoyé toute réunion intersyndicale à une date ultérieure à la déclaration de politique générale de Barnier au motif de juger sur pièces, comme s'il n'était pas évident que le gouvernement s'apprête à porter les coups les plus rudes aux travailleurs.

La date du 1^{er} octobre pour la journée d'action n'a pas été choisie au hasard par l'appareil CGT. C'est le jour où le

projet de budget était censé être présenté à l'Assemblée nationale. Or le tract d'appel intersyndical pour le 1^{er} octobre est titré : « Pour les salaires, les services publics, l'abrogation de la loi retraite. Le 1^{er} octobre en grève et en manifestation pour nos droits ! ». Pas un mot sur le budget dans le titre. Mais qui peut penser qu'on puisse obtenir l'augmentation des salaires et une quelconque revendication sérieuse si le budget 2025 s'applique ?

Comment ne pas comprendre que la satisfaction de toutes les revendications, y compris l'abrogation de la réforme des retraites, commencerait nécessairement par infliger une défaite politique au gouvernement sur le sujet brûlant qui est immédiatement sur la table, à savoir les projets de loi de

finances pour 2025 ? Comment comprendre donc que ce ne soit pas le combat contre l'adoption des projets de budget qui soit placé au centre d'un appel des directions syndicales à la mobilisation des travailleurs à cette date ?

Le combat à mener

Il est double. C'est le combat contre les budgets (celui de l'Etat et celui de la Sécurité sociale) et le combat en défense des libertés démocratiques, de la fraction du prolétariat et de la jeunesse d'origine immigrée, pour la réalisation du front unique pour arrêter le bras assassin des libertés du gouvernement Macron-Barnier-Retailleau. Le combat sur les mots d'ordre : à bas l'Etat policier, à bas « la chasse aux immigrés », défense du droit du sol, de l'aide médicale d'Etat, contre les arrestations arbitraires est appelé à devenir un combat de première importance.

En ce qui concerne le combat contre les budgets, aujourd'hui la satisfaction de la moindre revendication du prolétariat et de la jeunesse passe nécessairement par le fait infliger une défaite au gouvernement sur les projets de budget. Cela nécessite que les directions syndicales arrêtent de soutenir leur bourgeoisie, qu'elles rompent le dialogue social avec le gouvernement Barnier et le patronat et qu'elles engagent le combat sur le mot d'ordre « à bas le budget 2025 ! ». Engager le combat contre les projets de budget, ce n'est pas glisser quelques mots en bas de page sur le budget dans les tracts sans faire du combat contre ces

budgets le mot d'ordre central. Engager le combat ce n'est pas s'adresser aux députés sur le budget comme les directions syndicales de l'enseignement se proposent de le faire car la majorité de députés RN, LR, Renaissance, entièrement dévoués à leur classe et défenseurs des budgets anti-ouvriers, ne bougera pas d'un millimètre tant qu'elle n'y sera pas obligée.

Engager le combat, cela implique au contraire prendre les dispositions pour infliger une capitulation à cette assemblée réactionnaire. Mais ce n'est pas l'orientation des dirigeants syndicaux qui ne cessent de réclamer plus de dialogue social et organisent des journées d'action impuissantes pour camoufler leur soutien à leur bourgeoisie. Au contraire, cela nécessite la réalisation du front unique des organisations syndicales pour préparer une manifestation nationale en direction de l'Assemblée nationale afin de lui interdire d'adopter le projet de budget. C'est ce qu'il faut imposer aux directions syndicales. Voilà le combat qu'il faut mener dans les organisations syndicales en multipliant les prises de position.

Sur quelle perspective politique ?

Infliger une défaite au gouvernement Macron-Barnier-Retailleau sur le budget introduirait un changement radical dans la situation politique. Cela ouvrirait la voie à la mobilisation des travailleurs et de la jeunesse pour imposer un autre gouvernement, un gouvernement ouvrier dans lequel les organisations syndicales CGT, FO et FSU seraient appelées à occuper une place centrale étant donné que ce sont elles qui organisent aujourd'hui les travailleurs, un gouvernement dont il faudrait exiger qu'il s'engage dans la voie de l'expropriation des grands groupes et des banques

pour établir un plan de production permettant de satisfaire les revendications des travailleurs et de la jeunesse, c'est-à-dire dans la voie du socialisme et de la réalisation des Etats unis socialistes d'Europe. Pour mener ce combat et défendre ce programme il faut construire un Parti ouvrier révolutionnaire et une Internationale ouvrière révolutionnaire. Les militants regroupés autour du bulletin *Combattre pour le socialisme* appellent les travailleurs et la jeunesse à s'associer à ce combat et à s'organiser sur ces bases.

Le 28 septembre 2024



Les militants interviennent et informent C.P.S.

Intervention de la représentante du courant Front unique à la Commission administrative nationale du SNCS, le 4 juillet 2024

Le Rassemblement national et ses alliés ont remporté une victoire incontestable au 1^{er} tour des législatives. Ils sont arrivés largement en tête avec 33 % des voix et 39 députés déjà élus.

Ils sont bien partis pour obtenir au moins la majorité relative à l'Assemblée nationale.

Les autres partis de la réaction (principalement LR et Ensemble) ont obtenu à eux tous près d'un tiers des voix.

Nul doute que ce qui attend les travailleurs et la jeunesse, c'est un torrent de coups des plus violents pour détruire leurs acquis, pour attaquer l'école, l'enseignement supérieur et la recherche, les libertés démocratiques, le droit de s'exprimer, de s'organiser.

Ce qui les attend, c'est une nouvelle amplification de la politique raciste, xénophobe, que Macron a déployé main dans la main avec le RN ces derniers mois et qui vise à faire des populations issues de l'immigration les boucs émissaires de la crise du capitalisme et du déclassement de l'impérialisme français.

Au soir du premier tour, Mélenchon a annoncé, au nom des chefs des partis du *nouveau Front Populaire* (PS, PCF, LFI, EELV, ...), que tous les candidats arrivés en 3^{ème} position avec le RN en tête devaient se retirer.

Dès le lendemain, les dirigeants de nos syndicats ont appelé « à faire barrage à l'extrême droite dans les urnes en votant dimanche pour les candidates et candidats les mieux placés pour battre l'extrême droite ».

À nouveau ils appellent au « front républicain » pour « faire barrage à l'extrême droite ».

La dernière fois, c'était il y a à peine deux ans. Macron a été réélu.

Depuis, jamais nos acquis et nos libertés n'ont été aussi violemment remis en cause. Jamais la violence à l'encontre du prolétariat d'origine immigrée n'a été aussi forte.

Le nombre de voix pour le RN est passé de 4,2 millions au premier tour des législatives de 2022 à 10,6 millions cette fois-ci.

Peut-on éteindre un incendie avec un lance-flammes ?

En effet, qui peut croire que l'« *extrême droite* » peut être battue en appelant à voter pour nos ennemis acharnés ?

Pour les ministres de Macron ?

- Darmanin, l'artisan de la loi immigration qualifiée par le RN de « *victoire idéologique* » et qui a accusé Marine Le Pen d'être « *trop molle* ». Qui a mené une politique brutale de répression systématique des mouvements sociaux, contre les militants syndicaux, lui qui a sur les mains le sang de jeunes gens tués par la police pour un simple « refus d'obtempérer » ?

- ou Élisabeth Borne qui a fait adopter la loi rejetée par des millions de travailleurs avec le 49-3 et qui au lendemain de l'adoption de la loi RN-immigration a déclaré qu'« *elle avait le sentiment du devoir accompli* » ?

Il faudrait voter :

- pour le LR Wauquiez, qui a mis en coupe réglée la région Auvergne-Rhône-Alpes, sabrant les budgets de la culture, des lycées publics au profit de l'enseignement privé etc. ?

- pour des députés Horizons qui ont voté cette loi RN-immigration et dont le chef Édouard Philippe plaide pour une réforme encore plus brutale contre nos retraites ?

Rappelons aussi, les exactions de ce gouvernement :

- à Mayotte, avec la destruction des habitats, le refus d'apporter l'eau aux populations précaires, les rafles des sans-papiers dans les salles d'attente des hôpitaux ce qui a permis la propagation du choléra ;

- et en Kanaky où la réforme du corps électoral a mis l'île à feu et à sang (et maintenant la déportation des militants de la CCAT).

Que conclure ?

Nul ne peut nier la gravité de la situation.

Alors il est plus que temps de tirer le bilan de la politique du « *front républicain* » qui mène à la déroute le camp des travailleurs et de la jeunesse.

Plus que jamais dans la période qui vient, ceux-ci vont avoir un impérieux besoin que leurs organisations syndicales se mettent à leur service pour les défendre, pour faire face aux attaques qui se préparent.

Et pour commencer, la responsabilité de leurs dirigeants est de réaliser l'unité sur un mot d'ordre clair :

- pas une voix pour les ennemis de travailleurs et de la jeunesse le 7 juillet !

- pas une voix pour le RN et ses alliés, ni pour les candidats macronistes, ni ceux de LR !

Motion

Le 7 juillet, pas une voix pour les ennemis des travailleurs et de la jeunesse

Les résultats du 1^{er} tour des législatives confirment la progression massive du RN qui a marqué les européennes, le RN est arrivé largement en tête avec 33 % des voix et 39 députés déjà élus.

La CA du SNCS réunie le 4 juillet prend toute la mesure des menaces qui pèsent sur l'ensemble des travailleurs et de la jeunesse – et tout particulièrement ceux d'origine étrangère –, sur tous leurs acquis, sur l'école, l'enseignement supérieur et la recherche, sur les libertés démocratiques, le droit de s'exprimer, de s'organiser.

Elle ne peut pas considérer que ceux-là mêmes qui ont servi de marchepied au RN pourrait constituer un « barrage » contre lui.

C'est pourquoi la CA du SNCS-FSU se prononce au second tour, le 7 juillet, pour :

- pas une voix pour le RN, pour l'alliance RN-Ciotti, porteurs de programmes ultra-réactionnaires et des menaces les plus graves contre nos droits et libertés ;

- pas une voix pour les candidats LR qui ont poussé à l'adoption des mesures les plus réactionnaires (immigration, remise en cause du droit de grève, liquidation des régimes spéciaux etc.) ;

- pas une voix pour les candidats de Macron dont toute la politique violemment anti ouvrière a pavé le chemin du RN.

Elle lance un appel aux autres syndicats de l'ESR, aux confédérations syndicales ouvrières pour qu'ils se prononcent dans l'unité dans ce sens.

Pour : 2 / Contre : 29 / Refus de vote : 1

☞ 0 ☞

Conseil syndical du SNUipp 63 réuni le 1er octobre 2024 : motions soumises au vote

À bas le budget Macron-Barnier !

Dans la continuité des 20 milliards de coupes budgétaires initiées par le gouvernement Macron-Attal-Lemaire, le gouvernement Macron-Barnier prépare un budget drastique d'austérité pour les fonctionnaires, pour l'Enseignement Supérieur et la Recherche, pour les budgets sociaux dans leur ensemble.

Le conseil syndical de la FSU-SNUipp 63, réuni le 1er octobre 2024, condamne le projet de budget Macron-Barnier et appelle le secrétariat national à reprendre cette position afin qu'il demande à la FSU d'organiser sans attendre le combat contre le budget en œuvrant à la réalisation d'un front uni contre ce budget avec les autres organisations syndicales ouvrières.

Ce front uni devra ouvrir la perspective d'une manifestation massive vers l'Assemblée nationale, au moment du vote du budget, pour en empêcher l'adoption.

Pour : 4 / Contre : 8 / Abstentions : 2

En défense du peuple palestinien et contre la criminalisation de cette solidarité

L'État d'Israël poursuit depuis un an le génocide du peuple palestinien à Gaza. Il bénéficie de l'appui inconditionnel et constant des impérialismes américain, anglais, allemand, français...

Fort de ces soutiens, Israël a étendu ses massacres en Cisjordanie, et maintenant au Liban.

Le conseil syndical de la FSU-SNUipp 63, réuni le 1er octobre 2024, se prononce pour la défense du peuple palestinien et condamne l'État d'Israël qui commet ces massacres à Gaza, en Cisjordanie et au Liban.

Il exige l'arrêt de la répression contre ceux qui expriment leur soutien au peuple palestinien, la levée de toutes les sanctions et notamment le retrait de la circulaire Retailleau qui organise cette répression dans l'Enseignement Supérieur et la Recherche.

Le conseil syndical appelle le conseil national à reprendre cette position et à œuvrer pour que la FSU en fasse de même.

Pour : 7 / Contre : 5 / Abstentions : 2

☞ 0 ☞

Conseil départemental de la FSU 34 : motion contre le budget soumise au vote

Le gouvernement Macron-Barnier-Retailleau prépare un budget de guerre contre les travailleurs et les jeunes.

Aussi, le Conseil départemental de la FSU 34 se prononce contre ce budget en gestation.

Pour le Conseil départemental, il est nécessaire de centraliser toutes les forces et les énergies pour empêcher l'adoption du projet de budget.

Pour cela, le Conseil départemental estime que les directions syndicales doivent préparer une manifestation centrale à l'Assemblée nationale au moment du vote du budget.

Pour : 3 / Contre : 16 / Abstentions : 8

COR 0 80

Conseil national de la FSU du 24-25 septembre 2024 : intervention du représentant du courant Front unique dans le débat général :

Depuis un an, l'État d'Israël massacre sans répit les Palestiniens de Gaza et multiplie les actions terroristes en Cisjordanie. Et désormais, ce sont les civils du Liban qui sont écrasés sous les bombes. Nous interviendrons demain pour présenter une motion pour que notre fédération se place enfin du côté du peuple et condamne l'État criminel d'Israël. Et pour que notre fédération mène une réelle campagne contre la répression généralisée en France, en particulier dans l'ESR, contre ceux qui tentent d'exprimer leur soutien au peuple palestinien.

Alors qu'à nouveau 2 Kanaks sont morts, tombés sous les balles des forces de répression, nous interviendrons pour que notre fédération se place du côté du peuple kanak, peuple opprimé. Et pour que notre fédération condamne la politique coloniale de l'État français en Kanaky et exige le retrait de ses forces de répression. Pour qu'elle exige également la libération immédiate des militants Kanaks emprisonnés, et en particulier ceux déportés en Métropole.

Venons-en à la situation politique hexagonale. On se souvient que l'appel au « front républicain » lancé par les partis du NFP et la plupart des directions syndicales, a permis l'élection de Borne, de Darmanin et de Wauquiez, ennemis acharnés des travailleurs, des jeunes et des immigrés.

Pour ses promoteurs, le « front républicain » était censé faire barrage aux « idées » du RN. Ce « front républicain » a, d'une part, atténué la défaite de Macron et des partis présidentiels. Mais aussi celle de LR.

Mais surtout, il a abouti à la constitution du gouvernement Macron-Barnier dont la composition et le programme en font le plus réactionnaire depuis longtemps. La survie de ce gouvernement dépend totalement du RN. Aussi, Barnier lui a déjà donné de sérieux gages, en particulier pour sa politique contre les immigrés. On peut dire que la nomination de Retailleau à l'intérieur, le plus en pointe des LR sur ce sujet, est très significative.

Avec la crise renforcée du capitalisme français, le gouvernement Macron-Barnier doit amplifier les attaques contre les acquis sociaux. Mais pour accomplir, cette tâche, le gouvernement ne dispose pas de majorité à l'AN, même relative.

Barnier sait son gouvernement précaire. Aussi, a-t-il décidé de chercher ailleurs le soutien qui lui manque à l'Assemblée. Ses propos prônant le respect des partenaires sociaux, son souhait que les syndicats soient forts, tout cela est on ne peut plus clair.

Il fonde ses plus grands espoirs sur une relance de la concertation dont il a absolument besoin.

Son unique but : obtenir des responsables syndicaux une caution pour ses projets contre les travailleurs, les fonctionnaires, les enseignants, les retraités et les jeunes.

Les dirigeants syndicaux CGT, FSU et Solidaires, dans l'appel au 1er octobre affichent revendiquer l'abrogation de la loi retraites.

Mais pour les responsables de la fonction publique de ces mêmes organisations, l'abrogation, c'est uniquement pour les jours de grève. En effet, tous les représentants des OS de la FP ont écrit à Barnier, le 6 septembre.

Et là, exit l'abrogation, c'est uniquement la suspension de la loi qui est quémandée. Pour eux, celle-ci permettrait d'engager de nouvelles discussions sur les retraites.

Or justement, Barnier est bien décidé à rouvrir le chantier des retraites pas pour l'adoucir, mais au contraire pour aggraver encore les régressions. Pour ce faire, il pourra choisir, parmi les différents scénarios concoctés par le COR, celui qui justifiera ses nouveaux coups.

Il est révoltant que les dirigeants syndicaux acceptent de servir de caution au COR. Et nous continuons à exiger son boycott par notre fédération.

La responsabilité de notre fédération est bien de revendiquer l'abrogation de la réforme des retraites et de refuser toute concertation en ce domaine.

Mais aujourd'hui, l'objectif majeur et le plus urgent du gouvernement, c'est de parvenir à faire adopter son budget de régression. La situation financière de l'Etat se dégrade de manière accélérée. Aussi, les attaques contre l'enseignement public, contre la santé, les fonctionnaires, l'ESR et l'ensemble des budgets sociaux doivent être amplifiées. D'autant plus que le choix d'augmenter les budgets régaliens est maintenu, à commencer par la hausse massive du budget des armées.

Notre fédération doit donc clairement condamner le projet de budget.

Elle doit s'adresser aux autres organisations syndicales pour qu'elles se prononcent en ce sens et qu'elles constituent un front uni contre le budget. Avec la perspective d'une manifestation massive à l'Assemblée nationale lors de son examen pour en empêcher l'adoption.

Motions soumises au vote

À bas le budget Macron-Barnier !

Dans la continuité des 20 milliards de coupes budgétaires initiées par le gouvernement Macron-Attal-Lemaire, le gouvernement Macron-Barnier prépare un budget drastique d'austérité pour les fonctionnaires, pour l'ESR, pour les budgets sociaux dans leur ensemble.

Le CDFN de la FSU condamne le projet de budget Macron-Barnier.

Il demande à la direction fédérale d'organiser sans attendre le combat contre le budget en œuvrant à la réalisation d'un front uni contre ce budget avec les autres organisations syndicales ouvrières.

Ce front uni devra ouvrir la perspective d'une manifestation massive vers l'Assemblée nationale, au moment du vote du budget, pour en empêcher l'adoption.

Pour : 5 / Contre : 71 / Abstentions : 11 / Refus de vote : 19

Présentation de la motion FU Kanaky

Jeudi 19 septembre 2 jeunes Kanaks ont été assassinés après déjà tant d'autres.

À St Louis depuis des semaines, la population kanak est assiégée et subit des descentes régulières des forces de l'ordre : des méthodes dans la droite ligne de l'apartheid « made in France », fruit d'une longue histoire de barbarie coloniale.

C'est l'adoption de la loi de modification du corps électoral qui a provoqué la légitime mobilisation du peuple kanak contre cette scandaleuse décision coloniale.

Dès le début de la crise, le gouvernement a multiplié l'envoi de troupes de répression. Toutes les institutions de l'État colonial (police, justice, armée) ont été mobilisées contre les Kanaks : état d'urgence, couvre-feu, arrestations, déportations.

Et on voit qu'en Martinique et en Guadeloupe, ce sont les mêmes méthodes que le pouvoir colonial met en œuvre.

La FSU doit dénoncer la répression des Kanaks légitimement mobilisés et se déclarer inconditionnellement à leurs côtés.

Elle doit exiger la libération immédiate des prisonniers politiques kanaks. (**libération** et pas, retour « *au plus vite sur le territoire calédonien* », comme demandé dans le projet du texte action, ce qui signifierait retour en prison !)

Elle doit exiger l'abrogation de la loi de modification du corps électoral.

(**Abrogation !** et pas **suspension** comme demandé dans le projet de texte action, loi déjà suspendue par le gouvernement)

Elle doit exiger le retrait des forces de répression et le rétablissement des libertés démocratiques.

Motion Kanaky

Le gouvernement français accentue sa violente politique coloniale contre les Kanaks.

Le CDFN de la FSU se place inconditionnellement du côté du peuple kanak, peuple opprimé.

En conséquence, il exige :

- **l'abrogation de la loi de réforme du corps électoral ;**
- **le retrait des forces de répression ;**
- **la levée du couvre-feu et de toutes les mesures de restriction des libertés publiques ;**
- **la libération immédiate des Kanaks emprisonnés.**

Pour : 10 / Contre : 62 / Abstentions : 7 / Refus de vote : 30

Motion Palestine

L'État d'Israël poursuit depuis un an le génocide du peuple palestinien à Gaza.

Il bénéficie de l'appui inconditionnel et constant des impérialismes américain, anglais, allemand, français...

Fort de ces soutiens, Israël a étendu ses massacres en Cisjordanie, et maintenant au Liban.

- **Le CDFN se prononce pour la défense du peuple palestinien.**
- **Il condamne l'État colonial et raciste d'Israël qui commet ces massacres à Gaza, en Cisjordanie et au Liban.**
- **Il se prononce pour le boycott d'Israël, et en particulier, le boycott académique de ses universités.**
- **Il exige l'arrêt de la répression contre ceux qui expriment leur soutien au peuple palestinien et la levée de toutes les sanctions.**
- **Il exige le retrait de la circulaire Retailleau qui organise cette répression dans l'ESR.**

Pour : 8 / Contre : 65 / Abstentions : 21 / Refus de vote : 15

CR 0 80

CA SNCS FSU – 27 septembre 2024

Compte-rendu de l'intervention Front unique

Intervention générale

Depuis un an, l'État d'Israël massacre sans répit les Palestiniens de Gaza multiplie les actions terroristes en Cisjordanie. Désormais, ce sont les civils du Liban qui sont écrasés sous les bombes.

Front unique interviendra plus tard pour présenter une motion pour que le SNCS se place enfin du côté du peuple palestinien et en défense de ceux qui manifestent leur solidarité avec le peuple palestinien.

Sur la situation française, on se souvient de l'appel au « **front républicain** » lancé par les partis du NFP et la plupart des directions syndicales.

Il a permis l'élection des Borne, Darmanin, Wauquiez,... ennemis acharnés des travailleurs, des jeunes et des immigrés. Ce « front républicain » était censé faire barrage à « l'extrême droite ».

Quel est le bilan ?

La défaite de Macron et des partis présidentiels, de LR a été grandement limitée.

Mais surtout, il a abouti à la constitution du **gouvernement Macron-Barnier ultra-réactionnaire** dont la survie dépend totalement du RN.

Et Barnier lui a déjà donné de sérieux gages, avec notamment la **nomination à l'Intérieur de Retailleau que le RN considère comme l'un des siens.**

Son programme : « l'ordre, l'ordre et encore l'ordre » comme il vient de le déclarer dans un commissariat.

Il veut accentuer la chasse aux immigrés et une nouvelle loi avec les mesures censurées par le Conseil constitutionnel : restriction du droit du sol, de l'accès aux droits sociaux, suppression de l'AME, rétablissement du délit de séjour irrégulier, etc.

Quant à l'ESR, la nomination de Hetzel vaut pour programme.

Il était le numéro 2 de Péresse quand elle a instauré la LRU en 2007, puis la « modulation de services » en 2009 qui a provoqué une mobilisation historique des enseignants-chercheurs.

En 2022 son groupe de travail pour l'ESR auprès de Péresse plaidait pour la "relance de l'autonomie" via un acte II... qui a inspiré Macron !

Début 2024, face à la mobilisation étudiante à Sciences-Po en défense de Gaza, il réactivait l'idée de la ministre Vidal qui, en 2021, avait suscité une levée de bouclier à savoir « *la création d'une commission d'enquête relative à l'entrisme idéologique et aux dérives islamo-gauchistes dans l'enseignement supérieur* ». En vue d'une loi « *pour garantir la primauté de nos grands principes et des lois de la République dans l'enseignement supérieur français* ». (...)

Présentation de la motion budget

Les nouveaux ministres de Bercy promettent un budget 2025 « *de vérité et d'effort* ».

La bourgeoisie française aux abois exige que soit apportée une réponse aux graves difficultés financières de l'État français. Les chiffres sont vertigineux. Pour tenir son objectif du retour au 3% de déficit, il faudrait trouver au moins « 100 milliards d'euros ». Bruno Le Maire avait déjà supprimé 20 milliards de dépenses.

Dans sa première ébauche que Barnier a transmis aux parlementaires le 19 septembre, il prévoit notamment une baisse de plus de 3 % pour

la recherche et l'enseignement supérieur. Et le gouvernement annonce d'ores et déjà vouloir accroître ces coupes. C'est donc un budget de misère pour les travailleurs, les fonctionnaires, les chercheurs alors que les budgets sont déjà à l'os.

Les déficits des universités se comptent déjà en millions d'euros. Plusieurs d'entre elles, comme l'Université Grenoble Alpes, sont déjà engagées dans des plans d'économie d'emploi. Le SNESUP parle de précipice budgétaire. A la clé pour l'ESR : baisse des recrutements, non renouvellement des contrats des personnels précaires, nouvelle dégradation des conditions de travail, intensification de la concurrence à tous les niveaux pour les financements, les primes et... la hausse des droits d'inscription qui refait surface.

Le communiqué du SNCS sur ce « *budget catastrophique pour la recherche* » « *demande un véritable sursaut des décideurs politiques pour que le budget de la recherche publique augmente de six milliards d'euros d'ici 2027* ». Comment croire que les « décideurs politiques » à la tête du gouvernement, tous des ennemis déclarés de l'enseignement et de la recherche publique, de nos acquis sociaux, des libertés puissent entendre une telle demande ?

Quant à l'Assemblée nationale, la majorité des députés sont RN, LR, Renaissance, et entièrement dévoués à leur classe, des défenseurs des budgets anti-ouvriers : elle ne bougera pas d'un millimètre tant qu'elle n'y sera pas obligée.

Le SNCS doit donc organiser sans délai le combat contre ce budget, mais nous n'y arriverons pas seuls. Infliger une défaite au gouvernement Macron-Barnier-Retailleau sur le budget nécessite de l'affronter. Notre CA doit demander à la FSU de s'adresser aux organisations syndicales ouvrières pour qu'elles constituent un front uni face au budget Macron-Barnier et ouvrir la perspective d'une manifestation massive en direction de l'Assemblée nationale lors du vote du budget pour empêcher son adoption.

Motion

À bas le budget Macron-Barnier !

Dans la continuité des 20 milliards de coupes budgétaires initiées par le gouvernement Macron-Attal-Lemaire, le gouvernement Macron-Barnier prépare un budget drastique d'austérité pour les fonctionnaires, pour l'ESR, pour les budgets sociaux dans leur ensemble.

La CA du SNCS-FSU, réunie le 27 septembre, condamne le projet de budget Macron-Barnier.

Elle demande à la FSU d'organiser sans attendre le combat contre le budget en œuvrant à la réalisation d'un front uni contre ce budget avec les autres organisations syndicales ouvrières.

Ce front uni devra ouvrir la perspective d'une manifestation massive vers l'Assemblée nationale, au moment du vote du budget, pour en empêcher l'adoption.

Pour : 5 / Contre : 16 / Abstention : 4

Présentation de la motion Palestine

Le génocide à Gaza se poursuit sans discontinuer depuis un an, la Cisjordanie est en proie à une opération de colonisation avec des colons en armes appuyés par l'armée israélienne. Et depuis l'attaque des bipeurs, c'est un déluge de bombes qui s'abat sur le Liban.

Après la « guerre Israël-Hamas », la propagande de guerre impérialiste parle aujourd'hui de « guerre Israël-Hezbollah ». L'objectif est de légitimer les agressions coloniales meurtrières de l'État d'Israël.

La barbarie coloniale perpétrée par l'État sioniste ne pourrait se poursuivre sans le soutien inconditionnel des impérialismes américain, anglais, allemand, français...

Seule la mobilisation des travailleurs et de la jeunesse peut stopper ce soutien à Israël et faire cesser ce génocide. Il est de la responsabilité des syndicats d'organiser cette mobilisation. Rappelons le rôle central qu'ont joué l'UNEF et la FEN en 1960 dans le combat contre la guerre coloniale de la France en Algérie. Rappelons le combat des étudiants et du prolétariat américains contre la guerre au Vietnam au début des années 70 qui y mettra fin.

Le SNCS doit enfin prendre position en défense du peuple palestinien.

Il doit condamner l'État colonial et raciste d'Israël qui massacre à Gaza, en Cisjordanie et au Liban. Le communiqué intersyndical de ce matin n'en dit rien

La seule déclaration à ce sujet sur le site du SNCS est le communiqué intersyndical du 6 décembre 2023 qui réclame « le respect du droit international ». Mais plus personne ne croit aux incantations au droit international, à une « paix juste et durable » ou encore à la prétendue « solution à deux États » qui renvoient dos à dos l'opresseur et l'opprimé.

Notre syndicat doit s'engager dans l'organisation du boycott académique des universités israéliennes en soutien au peuple palestinien (et libanais). En effet, ces universités n'ont rien à voir avec des lieux où pourrait s'épanouir une pensée progressiste.

Un article de *la Croix* en juin 2024 rapporte :

« *En Israël, les liens entre universités et complexe militaro-industriel sont particulièrement étroits.*

De la coopération avec l'industrie de défense à la formation de soldats en passant par la réflexion sur la doctrine militaire, une partie du monde universitaire israélien est intimement liée à l'armée et à l'industrie de défense ». Elles jouissent de leur intégration dans les réseaux de la recherche internationaux. Cela permet à l'armée israélienne d'être à la pointe de la technologie et de conduire des opérations de lobbying culturel au compte de l'État sioniste. »

Le communiqué intersyndical exige certes que cessent immédiatement toutes les poursuites et qu'aucune sanction ne soit prise à l'encontre des

collègues ou les étudiants qui ont exprimé leur solidarité avec le peuple palestinien. Alors il faut aller au bout et exiger le retrait de la circulaire de Retailleau où, comme elle l'a rappelé le 2 mai, elle ordonne aux présidents des établissements de l'ESR de prendre des mesures pour réduire au silence toute opposition à la politique de soutien du gouvernement à l'état colonial d'Israël. Tant qu'elle sera en vigueur, la liberté d'expression dans l'ESR sera un vain mot

Cette campagne ne peut être menée que dans l'unité avec la FSU, et les autres syndicats de l'ESR.

Motion

En défense du peuple palestinien et contre la criminalisation de cette solidarité

L'État d'Israël poursuit depuis un an le génocide du peuple palestinien à Gaza.

Il bénéficie de l'appui inconditionnel et constant des impérialismes américain, anglais, allemand, français...

Fort de ces soutiens, Israël a étendu ses massacres en Cisjordanie, et maintenant au Liban.

La CA SNCS-FSU, réunie le 27 septembre 2024, se prononce pour la défense du peuple palestinien.

Elle condamne l'État colonial et raciste d'Israël qui commet ces massacres à Gaza, en Cisjordanie et au Liban.

Elle se prononce pour le boycott d'Israël, et en particulier, le boycott académique de ses universités.

Elle exige l'arrêt de la répression contre ceux qui expriment leur soutien au peuple palestinien et la levée de toutes les sanctions.

En conséquence elle exige le retrait de la circulaire Retailleau qui organise cette répression dans l'ESR.

Elle mandate le bureau national pour prendre contact avec notre fédération, la FSU, et les directions des autres syndicats de l'ESR (SNESUP-FSU, SNASUB-FSU, CGT, FO, UNEF, Union des étudiants, Solidaires ...) pour mener dans l'unité cette campagne.

Pour : 3, Contre : 14 / Abstention : 4 / Refus de vote : 3

CR O 80

On nous communique

La motion suivante a été présentée lors d'une réunion du Conseil syndical départemental (CSD) CGT-Educ 75 du 27 septembre 2024. La tribune a refusé qu'elle soit soumise vote, mais cette motion a été très applaudie par les délégués présents dans la salle.

Motion

Nous, réunis ce jour en conseil syndical départemental, déclarons nous situer résolument du côté du peuple palestinien, peuple opprimé.

Nous dénonçons notre Etat impérialiste (lui-même engagé dans de sanglantes opérations coloniales en Kanaky, à Mayotte, en Martinique...) qui affiche son soutien à ce génocide.

Seule la mobilisation des prolétariats contre leur propre gouvernement peut stopper ce soutien à Israël et faire cesser ce génocide. Il est de la responsabilité des syndicats d'organiser cette mobilisation.

Nous nous adressons à la direction confédérale CGT pour qu'elle adopte ces positions et s'adresse en ce sens aux autres confédérations syndicales afin d'organiser une manifestation nationale devant l'ambassade d'Israël, et organise boycott, embargos, grève, manifestations pour faire cesser ce génocide.



Après les élections générales au Royaume-Uni

Le tableau qui suit rappelle les résultats des élections générales des trente dernières années au Royaume-Uni :

Élections générales :	4 juillet 2024	12 déc. 2019	8 juin 2017	7 mai 2015	6 mai 2010	5 mai 2005	7 juin 2001	1 ^{er} mai 1997
Inscrits	48 214 128	47 587 254	46 843 896	46 354 197	45 597 461	44 245 939	44 403 238	43 846 152
Exprimés	28 805 931	32 013 742	32 115 243	30 697 525	29 687 604	27 148 510	26 367 383	31 286 284
% Inscrits	59,75 %	67,27 %	68,56 %	66,22 %	65,11 %	61,36 %	59,38 %	71,35 %
Labour Party	9 708 716	10 269 051	12 874 985	9 347 273	8 606 517	9 552 436	10 724 953	13 518 167
% Exprimés	33,70 %	32,08 %	40,09 %	30,45 %	28,99 %	35,19 %	40,68 %	43,21 %
% Inscrits	20,14 %	21,58 %	27,48 %	20,16 %	18,87 %	21,59 %	24,15 %	30,83 %
Sièges	412	202	262	232	258	355	412	418
Parti conservateur	6 828 925	13 966 554	13 632 914	11 299 609	10 703 654	8 784 915	8 357 615	9 600 943
% Exprimés	23,71 %	43,63 %	42,45 %	36,81 %	36,05 %	32,36 %	31,70 %	30,69 %
% Inscrits	14,16 %	29,35 %	29,10 %	24,38 %	23,47 %	19,85 %	18,82 %	21,90 %
Sièges	121	365	317	330	306	198	166	165
«Reform UK» (UKIP, Brexit Party)	4 117 610	667 074	593 852	3 881 099				
% Exprimés	14,29 %	2,08 %	1,85 %	12,64 %				
% Inscrits	8,54 %	1,40 %	1,27 %	8,37 %				
Sièges	5	0	0	1				
Libéraux-Démocrates	3 519 143	3 696 419	2 371 772	2 415 916	6 836 248	5 985 454	4 814 321	5 242 947
% Exprimés	12,22 %	11,55 %	7,39 %	7,87 %	23,03 %	22,05 %	18,26 %	16,76 %
% Inscrits	7,30 %	7,77 %	5,06 %	5,21 %	14,99 %	13,53 %	10,84 %	11,96 %
Sièges	72	11	12	8	57	62	52	46
Parti National Écossais (SNP)	724 758	1 242 380	977 569	1 454 436	491 386	412 267	464 314	621 550
% Exprimés	2,52 %	3,88 %	3,04 %	4,74 %	1,66 %	1,52 %	1,76 %	1,99 %
% Inscrits	1,50 %	2,61 %	2,09 %	3,14 %	1,08 %	0,93 %	1,05 %	1,42 %
Sièges	9	48	35	56	6	6	5	6
Green Party	1 841 888	865 715	525 371	1 111 603	285 612			
% Exprimés	6,39 %	2,70 %	1,64 %	3,62 %	0,96 %			
% Inscrits	3,82 %	1,82 %	1,12 %	2,40 %	0,63 %			
Sièges	4	1	1	1	1			
Autres partis	2 064 891	1 307 017	1 138 780	1 187 589	2 764 187	2 413 438	2 006 180	2 302 677
% Exprimés	7,17 %	4,08 %	3,55 %	3,87 %	9,31 %	8,89 %	7,61 %	7,36 %
% Inscrits	4,28 %	2,75 %	2,43 %	2,56 %	6,06 %	5,45 %	4,52 %	5,25 %
Sièges	27	23	23	23	22	25	24	24

Les limites de la victoire électorale du Labour Party

Le 4 juillet dernier, les élections générales au Royaume-Uni ont donné une large majorité absolue en sièges au Labour Party : 412 sur 650.

Mais en fait de « victoire », le Labour Party perd plus de 500 000 voix par rapport à 2019 et plus de 3 millions de voix par rapport à 2017, élections considérées comme des défaites du Labour (voir tableau ci-dessus). Le résultat du Labour est même inférieur de 3 800 000 voix au score réalisé en 1997 alors que le Labour dirigé par Blair mettait fin à vingt ans de gouvernements Thatcher puis Major. Il faut aussi relever qu'en 2024, le nombre des voix du Labour est inférieur de plus de 4,8 millions au total des voix des trois principaux partis bourgeois.

La « vague » des travaillistes en nombre de sièges à la Chambre des Communes tient d'abord et essentiellement à l'effondrement du parti conservateur (« Tories »), après les scandales qui ont entouré le gouvernement Boris Johnson, l'épisode catastrophique du gouvernement Liz Truss à l'origine d'une crise financière majeure, et la crise permanente du parti Tory depuis des années.

Le système électoral par circonscriptions uninominal à un seul tour (une majorité relative locale permettant d'emporter le siège : « first takes the post »), a pour effet d'amplifier considérablement les déplacements de voix sur le nombre sièges. Les Tories perdent plus de 7 millions de voix et 244 sièges par rapport à 2019. Ils atteignent de très

loin leur plus faible résultat depuis les 200 ans de leur histoire. Les voix tories se sont reportées pour moitié sur le parti « Reform UK » (ex-UKIP, ex-« Brexit Party ») dirigé par Nigel Farage, parti hyper-réactionnaire et national-populiste, et pour moitié sur l'abstention qui augmente de plus de 3 millions. D'autres petits partis comme le Green Party (« écologistes ») ont aussi bénéficié de déplacements de voix, alors que le SNP écossais (Scottish National Party), dirigeant le gouvernement régional en Écosse, est lui aussi lourdement sanctionné, ce qui a bénéficié au Labour. C'est donc la division des partis bourgeois et la faillite des conservateurs, dans le cadre du système électoral anglais, qui permet aux travaillistes de rafler près des deux tiers des sièges avec à peine un tiers des suffrages.

Ce résultat a entraîné la constitution d'un gouvernement du Labour Party dirigé par Keir Starmer, qui succède à quatorze années de gouvernement du parti conservateur. C'est d'abord le produit du profond rejet des Tories, qui sont allés de crise en crise ces dernières années, mais aussi d'une division politique de la bourgeoisie britannique sans précédent. Mais ce changement vient aussi à la suite de mouvements de grèves incessants depuis plus de deux ans, centrés essentiellement sur la revendication d'augmentation des salaires face à l'inflation. L'accession de Starmer au gouvernement n'a toutefois pas suscité le moindre élan ni la moindre ferveur des travailleurs.

Après deux années de grèves massivement suivies mais impuissantes par le Labour et les bureaucrates syndicaux du TUC

Combattre pour le socialisme n°85 du 1^{er} décembre 2022 a montré que les importantes mobilisations du prolétariat alors en cours, la multiplication des grèves et des manifestations de masse, leur tendance à l'extension réalisaient les conditions objectives d'une grève générale dont les appareils syndicaux, pas plus que le Labour, ne voulaient à aucun prix. Car la grève générale en mettant au grand jour la puissance du prolétariat lorsqu'il s'unit sur la défense de ses intérêts modifie radicalement la situation politique et la conscience que les prolétaires peuvent en avoir. La grève générale aurait posé objectivement la question du pouvoir, du renversement du gouvernement tory et de son remplacement par un gouvernement ouvrier, un cauchemar pour les défenseurs de l'ordre bourgeois que sont les bureaucrates syndicaux et le Labour. Ainsi le 12 août 2022 *Le Monde* peut écrire à juste titre : « *Au Royaume Uni des grévistes dépourvus de tout soutien politique* » et il précise : « *S'il n'y a rien de particulièrement surprenant à voir les leaders du Parti conservateur britannique vilipender les syndicats, l'attitude de l'opposition travailliste est plus étonnante. Keir Starmer, le leader du Labour, a interdit aux membres de son « cabinet fantôme » de s'afficher avec les grévistes. (...) Le 27 juillet, Sam Tarry, le « ministre fantôme » chargé des transports, est apparu aux côtés des cheminots grévistes et a accordé un entretien à la télévision. M. Starmer l'a immédiatement*

limogé. (...) ». Cette violence ultra réactionnaire a bien suscité quelques protestations au sein du labour mais aucune figure de la « gauche » du parti n'a eu le courage d'ouvrir à d'initier un regroupement pour un soutien inconditionnel aux grévistes et à leurs revendications et pour dégager Starmer. Le soutien politique aux grévistes c'était le combat pour imposer aux bureaucrates l'appel à la grève générale. Ce qui a manqué alors, c'était une force politique organisée à même de combattre efficacement la politique de dislocation des grèves et de protection des gouvernements conservateurs conduite par le Parti travailliste et la bureaucratie syndicale. Ces derniers ont donné un sursis au gouvernement conservateur. Ils ont laissé Sunak choisir son calendrier et annoncer le 22 mai 2024 des élections anticipées dont il espérait pouvoir « limiter les dégâts » pour les Tories, croyant au pouvoir de conviction de statistiques économiques conjoncturellement « positives ». Mal lui en a pris.

Les grèves ouvrières se sont cependant poursuivies. Les cheminots, les postiers, les fonctionnaires, les enseignants et les travailleurs de la santé n'ont cessé de combattre tout au long de l'année 2023 et du premier semestre de 2024. À partir de la fin 2023 ces mobilisations se sont combinées avec les manifestations de masse contre le génocide à Gaza et en soutien au combat du peuple palestinien.

Soutien massif au peuple palestinien

Les manifestations contre l'agression sioniste à Gaza ont pris au Royaume-Uni ont pris un caractère de masse, alors même que les dirigeants du parti travailliste et des syndicats refusaient d'appeler et de mobiliser les millions de travailleurs et de jeunes qu'ils organisent, et se portaient dès le lendemain du 7 octobre 2023 aux premiers rangs du soutien inconditionnel à l'entité sioniste, au nom du « *droit d'Israël à se défendre* ».

L'impérialisme anglais porte une responsabilité de premier plan dans la création de l'État sioniste, il en a mis en place le cadre juridique et politique, afin d'en faire l'outil de la présence impérialiste dans la région. Pour les masses de tous les pays du Proche et du Moyen-Orient, le Royaume-Uni est haï en tant qu'il incarne le colonialisme, l'impérialisme, le pillage des richesses de ces pays. Il est

historiquement la puissance de l'occupation coloniale. Par ailleurs l'impérialisme anglais a incorporé depuis des décennies, en Grande-Bretagne même, un grand nombre d'immigrés issus de ses anciennes colonies. Mais le Royaume-Uni est aussi le pays où les travailleurs disposent encore de syndicats de masse et d'un parti politique de masse, le Labour, lié organiquement à ces mêmes syndicats. Enfin, le pays a connu dans les deux années précédentes de puissants mouvements de grèves récurrents.

Ces éléments combinés ont concouru à des mobilisations de rue massives et répétées en soutien au peuple palestinien après le 7 octobre. Samedi 28 octobre 2023 : 500 000 manifestants à Londres dans la « Marche pour la Palestine ». Les semaines précédentes, ce furent 150 000 puis 300 000 qui étaient descendus dans la rue à Londres.

Mais ces immenses mobilisations furent réalisées contre la volonté de la direction Starmer du Labour, ainsi que des dirigeants du TUC. L'organisation de ces manifestations fut le fait du cartel « Coalition Stop the War » qui repose sur plusieurs syndicats dont le National Education Union, le syndicat des transports RMT, d'autres syndicats nationaux et de nombreuses structures locales de syndicats membres du TUC, ainsi que « Palestine Solidarity Campaign » (PSC), mais aussi le « Groupe de campagne socialiste » dirigé alors par Corbyn au sein du Labour Party.

Le 11 novembre, la masse des manifestants anglais fut encore plus impressionnante, approchant les 800 000 personnes, et représentant le point culminant en Europe de la vague de mobilisation mondiale contre le génocide à Gaza. Ce fut la plus importante manifestation à Londres depuis la mobilisation de 2003 contre la guerre d'Irak menée par Bush et Blair. Par la suite, les manifestations de masse anti-guerre et en soutien au peuple palestinien n'ont pas cessé dans tout le Royaume-Uni, jusqu'aux élections générales : 500 000 le 13 janvier 2024 lors d'une marche nationale à Londres, 200 000 le 30 avril 2024, à la suite de

l'essor du mouvement des étudiants américains, et encore 250 000 le 18 mai 2024 (76^{ème} anniversaire de la Nakba). Des actions ont également eu lieu à plusieurs reprises contre les entreprises d'armement fournissant l'armée sioniste.

Le gouvernement britannique était clairement désigné comme complice du massacre génocidaire de Gaza. Les organisateurs avaient donné comme mot-d'ordre central « *Cessez-le-feu maintenant !* », mais lors de ces rassemblements, les discours tenus en fin de cortège par les dirigeants s'en tenaient à des « pressions » sur les députés, tous partis confondus, sans même mettre en cause nommément Starmer ni la direction travailliste ouvertement pro-sioniste.

Toutefois, les assauts incessants de la direction du Labour et de la confédération syndicale TUC contre toute manifestation de soutien aux Palestiniens et leur hystérie pro-sioniste (les gigantesques manifestations ayant été qualifiées de « *marches de la haine* ») ont certainement eut pour effet de démobiliser nombre de travailleurs et de jeunes, écœurés par la collaboration ouverte des dirigeants Labour et TUC au massacre en cours à Gaza.

Starmer soutient le massacre des Palestiniens

Lors de la Conférence du Labour Party, le 8 octobre 2023 à Liverpool, des dirigeants du Labour avaient appelé à « *revoir l'aide aux Palestiniens* », et affirmé que « *Gaza n'est pas occupée par Israël* ». Ils avaient refusé de qualifier d'apartheid la situation en Israël. *Le Monde* du 28 octobre 2023 relatait : « *Le 11 octobre, dernier jour du congrès, Keir Starmer accorde un entretien à la radio LBC. Le journaliste, ayant fait dériver la conversation vers le Proche-Orient, demande alors plus de précisions au chef des travaillistes : « Un siège est-il justifiable ? Couper l'électricité, couper l'eau » à Gaza ? Ce à quoi Keir Starmer répond : « Je pense qu'Israël a ce droit. [...] Bien sûr, tout doit rester dans les limites du droit international, mais je ne veux pas m'écarter du principe fondamental qu'Israël a le droit de se défendre et que le Hamas porte la responsabilité de ces attaques terroristes.* »

Par la suite Starmer s'est constamment opposé à l'exigence d'un cessez-le-feu : « *Le chef de l'opposition estime qu'un cessez-le-feu gèlerait le conflit entre Israël et le Hamas et permettrait au groupe terroriste de reconstituer ses forces.* » (*Le Monde* du 16 novembre 2023). Il s'est contenté de se prononcer, sans la moindre conséquence pratique, pour une « *pause humanitaire* », mais seulement

après que Sunak, suivant en cela la parole de Washington, ait lui-même formulé cette position hypocrite. En cette matière comme dans les autres, la direction travailliste n'a fait que suivre les Tories et s'aligner au plus près des positions de la Maison-Blanche.

En octobre, plusieurs dizaines de conseillers municipaux du Labour de grandes villes avaient démissionné de leurs mandats et une pétition de plusieurs centaines d'élus locaux travaillistes demandait à la direction du Labour de se prononcer pour « *un cessez-le-feu immédiat* ».

La position outrageusement pro-sioniste de Starmer a aussi certainement pesé lourdement dans la faiblesse du score en voix du Labour Party lors des élections du 4 juillet. Déjà, lors de la manifestation du 9 décembre 2023, plusieurs organisateurs avaient lancé le mot-d'ordre : « *Pas de cessez-le-feu, pas de vote* », slogan significatif, malgré sa confusion politique.

Enfin l'exigence du cessez-le-feu à Gaza fut le prétexte officiel du refus de la direction du Labour d'investir Corbyn en 2024 et d'exclure de l'exclusion du parti de tous ceux qui le soutiendraient, ou qui se prononceraient pour la solidarité avec Gaza et contre la guerre génocidaire conduite par Israël.

Comment Corbyn fut écarté du Labour sans combat

La participation de Corbyn et de ses partisans aux mobilisations de soutien au peuple palestinien devenait dès lors insupportable pour Starmer. Le prétexte habituel et fallacieux de l'accusation d'« antisémitisme », allait à nouveau être resservi pour les expulser de leurs responsabilités ou du Labour Party lui-même. Le refus constant des corbynistes d'engager le combat politique contre la direction blairiste allait lui faciliter le travail de façon déterminante.

Jeremy Corbyn fut à la tête du Labour de septembre 2015 à mars 2020. Durant ces quatre années et demie, il s'est

constamment refusé à combattre les Blairistes au nom de « *l'unité du Parti* ». Mais ces derniers, bien ancrés à la direction du parti et surtout du groupe parlementaire travailliste, n'ont, quant à eux, pas perdu un seul jour pour attaquer ouvertement et publiquement Corbyn et ses partisans.

Après avoir été éjecté de la direction du Labour le 4 avril 2020, Corbyn se voit, le 29 octobre 2020, « suspendu » du parti et du groupe parlementaire travailliste, par Sir Keir Starmer en personne, après la publication opportune d'un rapport de la « Commission des

droits de l'homme et de l'égalité » (EHRC) alléguant des « actes illégaux de harcèlement et de discrimination dont le Parti travailliste est responsable » et « d'années d'échec à lutter contre l'antisémitisme ». En réalité, c'est le soutien, pourtant fort limité et timoré, de Corbyn à la cause palestinienne, assimilé mensongèrement à l'antisémitisme, qui était visé. La défense de Corbyn fut constamment en retrait et assez misérable, refusant de se placer sur le terrain politique et de mettre en cause la position pro-sioniste de Starmer et de l'appareil du Labour.

Le 16 novembre 2023, 56 députés travaillistes, soit plus du quart du groupe parlementaire, votaient une motion pour réclamer un « cessez-le-feu immédiat » à Gaza, parmi eux, huit membres du « shadow cabinet » (« gouvernement fantôme ») de Starmer, qui en seront immédiatement destitués. Corbyn eut beau « se féliciter », la motion, initiée par le SNP (Scottish National Party), fut rejetée avec seulement 125 voix pour.

La direction Starmer a alors utilisé les positions exprimées par Corbyn sur la Palestine après le 7 octobre, en faveur d'un « cessez-le-feu et d'une désescalade urgente », pour justifier qu'il ne soit pas investi candidat dans la circonscription d'Islington-Nord, banlieue populaire de Londres, où il avait pourtant été réélu sans discontinuer depuis 1983. Tous ceux qui soutiendraient Corbyn ou tout autre position en faveur du peuple palestinien ont été menacés d'exclusion et nombre de militants ont été effectivement expulsés par la direction du parti. Corbyn a néanmoins été largement réélu le 4 juillet en tant qu'« indépendant », mais on voit que le Labour aurait pu gagner encore plus largement ce siège si Corbyn avait été le candidat travailliste « officiel ». Il en va de même de nombre de candidats « indépendants », récusés par le Labour, mais se présentant en soutien au peuple palestinien, dans les quartiers populaires. La division des votes ouvriers, imposée par Starmer, n'a profité qu'à l'extrême-droite de « Reform UK » et à l'abstention :

Circonscription d'Islington North :

Élection générale 2024 :			Élection générale 2019 :		
Électeurs inscrits	72 582		Électeurs inscrits	75 162	
Participation	49 006	67,5	Participation	53 805	71,6
Parti	Votes	%	Parti	Votes	%
Indépendant (Jeremy Corbyn)	24 120	49,2	Labour Party (Jeremy Corbyn)	34 603	64,3
Labour Party	16 873	34,4			
Vert (« Green Party »)	2 660	5,4	Vert (« Green Party »)	4 326	8
Conservateurs	1 950	4	Conservateurs	5 483	10,2
Reform UK	1 710	3,5	Parti du Brexit	742	1,4
Libéraux démocrates	1 661	3,4	Libéraux démocrates	8 415	15,6
Indépendant	32	0,1	Autre	236	0,4

Les accusations calomnieuses d'« antisémitisme » lancées par les Blairistes de la direction Starmer, soutenus par l'appareil politico-médiatique de la bourgeoisie anglaise, ont produit leurs effets délétères et destructeurs, en l'absence de riposte à la hauteur ni de volonté de combat des Corbynistes. Sur la base de l'assimilation de l'antisionisme et même de toute critique de la politique israélienne, à l'antisémitisme, c'est tout soutien au peuple palestinien qui a été qualifié d'« antisémite ».

Tous les militants qui soutenaient Corbyn, mais aussi nombre de membres du parti d'origine immigrée jugés pro-palestiniens, donc possiblement « antisémites » selon les critères de Starmer, ont été écartés, expulsés, ou ont quitté d'eux-mêmes le parti. La vague massive d'adhésions et d'organisation au sein du Labour, qui avait accompagné l'accession de Jeremy Corbyn à la direction du parti, est épuisée depuis déjà plusieurs années et aujourd'hui très largement en reflux.

George Galloway et le « Workers Party of Britain » (WPB)

Lors de l'élection locale partielle de la circonscription de Rochdale (banlieue populaire du nord-est de Manchester) le 29 février 2024, George Galloway, un ancien député du parti travailliste, emportait au nom de son parti le WPB, le siège de député avec 12 335 voix (39,7 % des exprimés, mais avec une participation inférieure à 40 %). Cette élection avait créé la surprise alors que le candidat du Labour arrivait en quatrième position, ne recueillant que 2 402 voix (7,7 % des exprimés), dans cette circonscription acquise au Labour depuis des décennies. Galloway avait conduit une campagne exclusivement centrée sur le soutien au peuple palestinien, ce qui lui permit de gagner ce siège en février.

Cependant le 4 juillet, c'est le candidat du Labour qui reprenait le siège à Rochdale, mais avec seulement 13 027 voix contre 11 587 à Galloway et une participation de 55,7 %. Alors qu'en 2019 le Labour réunissait à Rochdale plus de 51 % des exprimés avec 24 475 voix. Manifestement le refus de la direction du Labour de soutenir les mobilisations de masse contre le génocide à Gaza a divisé les voix ouvrières et affaibli le Labour, et a conduit, par exemple, plus de 10 000 de ses électeurs de Rochdale à s'abstenir en février, et environ 12 000 autres à utiliser le bulletin du Workers Party, tant en février qu'en juillet. Si l'enjeu politique national a permis au Labour de regagner le siège de Rochdale, ce dernier n'a toutefois pas

retrouvé la moitié de ses voix de 2019 désormais portées sur le WPB.

Le Workers Party of Britain (WPB) a été fondé en décembre 2019 et est dirigé par George Galloway, un ancien député du Labour. Il revendique environ 3 000 militants et lors des élections générales de 2024 il a obtenu 210 194 voix pour 152 candidats présentés (aucun élu).

Cela en fait le sixième parti du pays en nombre de voix. Le WPB a capté une petite partie de ce qui restait du courant d'organisation vers le Labour qui avait accompagné la présidence de Corbyn, et qui s'est inversé quand ce dernier en fut chassé. Mais Galloway et son WPB ont perverti la recherche d'une voie au socialisme qui avait marqué l'élan vers le Labour de 2015-2019, ils ont égaré les travailleurs et les jeunes dans une impasse politique.

Le programme du WPB : réduire le « socialisme » à une vitrine idéologique inoffensive

En 2023, le WPB a publié un « manifeste » intitulé « *La Grande-Bretagne mérite mieux* », sorte de « version gauche » du programme du Labour. On relève cependant dès l'entrée le relent national-chauvin. Le WPB se revendique expressément de la « *défense de la nation* », ce qui désigne en fait l'impérialisme britannique. Comme la plupart des partis britanniques parlementaires, le WPB utilise fréquemment le terme de « communauté(s) », terme vague et mensonger, qui couvre le refus de poser en pratique la question des oppositions de classes et de la lutte des classes. Il évoque la « *redistribution de la richesse et du pouvoir en faveur des travailleurs* », sa volonté d'« *explorer des demandes novatrices pour le contrôle et la participation des travailleurs dans l'avenir de l'industrie par le biais de nos syndicats* », ce qui en système capitaliste s'appelle la co-gestion et l'association capital-travail, à laquelle il ne fait aucun doute que les dirigeants syndicaux sont tout prêts à participer. Le WPB précise qu'il s'agirait d'une « *participation industrielle marchant main dans la main avec une culture entrepreneuriale centrée sur la créativité de la classe ouvrière et son aspiration à créer un monde meilleur pour les familles et la communauté* ». Il y a bien longtemps que la bourgeoisie capitaliste a appris à exploiter pour son plus grand profit « *la créativité de la classe ouvrière* »... Du reste le WPB donne expressément comme exemple à suivre la co-gestion patronat-syndicats existant en Allemagne, qui non seulement n'a jamais mis en rien en danger le capitalisme, mais a au contraire aidé l'impérialisme allemand à dominer ses concurrents continentaux au prix de la destruction de la plupart des conquêtes sociales des travailleurs allemands. Mais peut-être est-ce là le destin dont Galloway rêve inconsciemment pour l'impérialisme anglais...

Enfin le WPB entend présenter « *une alternative socialiste bien organisée et durable au parti corrompu du Labour, qui n'est plus qu'un loup sous une pelisse de mouton* » et un « *socialisme de bon sens* », voire « *un socialisme municipal* ». Le mot « socialisme » se veut bien entendu d'une coloration plus « à gauche » que les discours que tiennent les dirigeants du parti travailliste. Mais de quelle sorte de « socialisme » s'agit-il ? Procéder à des « *nationalisations sélectives* », « *tout en reconnaissant les droits raisonnables des producteurs privés, les fabricants*

et les entreprises productives », cela signifie en fait le maintien en place du mode de production capitaliste, seulement mâtiné de co-gestion avec les appareils syndicaux et d'association capital-travail.

Le refus de se positionner en termes de classe et de lutte des classes a pour conséquence que le programme du WPB consiste en une espèce de « socialisme » petit-bourgeois, qu'il s'efforce de présenter comme parfaitement compatible avec l'impérialisme anglais, l'État bourgeois (et même la monarchie et la Chambre des Lords), la société bourgeoise en place et la domination du capital financier. Autrement dit, ce n'est qu'une chimère, un « marqueur » idéologique inoffensif, qui n'a en fait rien de « socialiste », et qui n'a de toutes façons aucune chance d'advenir.

Le WPB se prononce pour l'activité dans les syndicats mais il agit pour la rupture des syndicats avec le Labour Party. Le Labour demeure, en dépit des trahisons incessantes de ses leaders, une importante conquête politique du prolétariat britannique, essentiellement du fait même précisément de sa liaison organique aux syndicats. Le renoncement du combat à l'intérieur du Labour, qui a conduit Galloway et ses partisans à proclamer le WPB, représente un raccourci opportuniste qui laisse les mains libres à la bureaucratie Blairiste-Starmeriste du Labour et constitue un obstacle sur la voie d'un regroupement vers un authentique parti ouvrier révolutionnaire, qui seul pourrait remplacer le Labour discrédité, au profit de la classe ouvrière et du socialisme.

À l'inverse, le WPB a en commun avec la France insoumise (LFI) de Mélenchon de représenter une impasse politique pour les travailleurs et les jeunes en recherche d'une issue politique face aux trahisons des dirigeants des organisations issues du mouvement ouvrier.

Il y a toutefois une grande différence : la persistance du Labour Party comme parti ouvrier de masse historique du prolétariat britannique (en dépit et contre les trahisons incessantes de ses dirigeants) et l'expérience massive des combats de classe récents du prolétariat britannique, retiennent le WPB de plonger dans le populisme chauvin assumé et de rompre définitivement avec le mouvement ouvrier, comme l'a fait de longue date LFI.

Situation économique de l'impérialisme anglais

Les articles consacrés à la Grande-Bretagne, publiés notamment par CPS n° 66, 73 et 85, ont détaillé les grandes tendances économiques de l'impérialisme britannique. Nous y renvoyons les lecteurs. Nous n'évoquerons ici que quelques éléments de conjoncture récents.

Si le Royaume-Uni demeure la sixième puissance économique mondiale avec un PIB 3 332 Mds \$ en 2023, derrière les États-Unis, la Chine, l'Allemagne, le Japon et l'Inde, c'est essentiellement du fait de la puissance financière représentée par la place boursière et bancaire de

Londres, « la City ». Selon une note du 6 octobre 2023 de la Direction Générale du Trésor :

« Le secteur tertiaire représente près de 80 % de la valeur ajoutée (VA) produite en 2022 et 82 % des emplois. La place financière de Londres étant l'une des plus importantes au monde, le poids des services financiers et du secteur des assurances dans l'économie britannique est particulièrement élevé (8,3 % de la VA et 4,3 % de la main d'œuvre en 2022). L'industrie manufacturière (...) représentant 9,5 % de la valeur ajoutée et 8 % des emplois. »

Certains économistes bourgeois attribuent les difficultés de l'économie anglaise aux « effets du Brexit ». Sans nier que le Brexit a pu accentuer dans les premières années les

tendances au déclin, la cause essentielle est ailleurs. Le Royaume-Uni est un des impérialismes dans lequel la domination écrasante du capital financier a le plus détruit de forces productives, ce qui est communément appelé la désindustrialisation. Cette tendance a entraîné un poids gigantesque du parasitisme et l'urgente obligation d'accélérer le volant d'entraînement que représentent l'industrie d'armement, le militarisme et la nécessité de la guerre impérialiste. L'« amélioration » conjoncturelle et fragile du PIB ne contrarie nullement ce constat de long terme, car les seuls secteurs en essor sont la finance, la Bourse, et les « services financiers » en général, dont Londres a renforcé la place de plaque tournante de premier plan, sur fond de déclin continu de la production de biens et de la position générale de l'impérialisme anglais.

Le dilemme de la bourgeoisie et du capital financier britanniques

La bourgeoisie anglaise est profondément divisée quant à la stratégie à suivre pour tenter de maintenir son rang dans le système impérialiste. En revanche, ce qui est souvent appelé la « relation particulière » entre le Royaume-Uni et les États-Unis, et qui signifie en fait l'alignement complet de l'impérialisme anglais derrière son maître l'impérialisme US, est une constante admise par tous les soutiens directs ou indirects de l'impérialisme, depuis les national-populistes du parti « Reform UK » de Nigel Farage, les Conservateurs Tories, les « Libéraux-Démocrates », jusqu'aux dirigeants du Labour Party ou du TUC. Que ce soit sur le soutien à la guerre génocidaire de l'État sioniste à Gaza, sur l'appui inconditionnel à la guerre de l'OTAN contre la Russie en Ukraine, sur le renforcement du militarisme et du surarmement, nucléaire inclus, sur le conflit agressif contre la Chine, contre l'Iran, sur la guerre contre les Houthis d'« Ansar Allah » au Yémen, ou sur tout autre domaine de politique internationale, tous les grands partis anglais sont d'accord sur la nécessité de maintenir l'assujettissement à l'impérialisme américain pour défendre les positions de l'impérialisme anglais.

En revanche, dans la suite du Brexit, le dilemme porte sur l'attitude à adopter par rapport au continent européen et à l'Union européenne. En fait, la question qui les divise pourrait être formulée ainsi : Faut-il se faire les agents de l'impérialisme US en collaboration avec l'UE, ou bien sans l'UE, voire contre l'UE ? Nulle trace des intérêts de classe du prolétariat britannique dans ce « choix », pas plus que ce ne fut le cas en 2016 lors du referendum du Brexit. CPS n° 61 (7 juin 2016) avait alors exprimé que « *Les oppositions sur le Brexit ne recoupent pas les frontières de classes* », (...) « *la question européenne reste un enjeu politique majeur, dont la solution ouvrière ne peut résider que dans le combat de chacun des prolétariats d'Europe pour chasser les gouvernements au service du capital, mettre en place un gouvernement ouvrier et prendre le pouvoir dans son propre pays, s'engager dans la voie qui mène au socialisme, et ainsi avancer vers les États-Unis socialistes d'Europe, seule issue dans cette partie du monde pour en finir à la fois avec l'exploitation capitaliste et les frontières qui étouffent les peuples, en Europe et ailleurs.* »

Poussées réactionnaires, émeutes racistes et riposte de masse en défense des « migrants »

En août 2024, de violentes émeutes racistes anti-immigrés ont éclaté dans plusieurs villes, au prétexte d'un fait divers dramatique survenu à Southport le 29 juillet. Ces émeutes ont pris appui sur la montée réactionnaire national-populiste qui s'est exprimée autour de et par le parti « Reform UK » de Farage, ainsi que sur les discours réactionnaires et les « fake news » de la presse pourrie des « tabloïds ». Les activistes issus de l'extrême-droite britannique décomposée, qui poursuivent leur propagande raciste sur les réseaux sociaux, comme l'« influenceur » Tommy Robinson et l'EDL (English Defense League) n'ont eu alors qu'à lancer des appels au lynchage pour mettre le feu aux poudres. Toutefois, les « foules » racistes qui ont attaqué des locaux supposés abriter des « migrants » n'ont jamais dépassé quelques centaines d'excités, recoupant pour l'essentiel ce que la police qualifie de « hooligans », coutumiers du même type de violences réactionnaires sur les stades et aux alentours.

Mais dès la soirée du 7 août, ce sont des dizaines de milliers de manifestants ouvriers et jeunes, blancs et noirs unis, qui se sont dressés, descendant en masse dans les rues de

multiples villes du pays pour faire face et empêcher les pogroms racistes et protéger physiquement les centres d'hébergement pour migrants et les lieux de culte pris pour cibles par les attaquants fascistes. Devant l'ampleur des manifestations anti-racistes, les activistes d'extrême-droite ont alors renoncé à rameuter leurs troupes pour perpétrer leurs agressions.

Ces émeutes constituent les plus importants rassemblements d'extrême-droite au Royaume-Uni depuis les années 1930, mais elles ont un caractère différent. La base matérielle de ces émeutes ce sont les conséquences sociales du déclin de l'impérialisme anglais sur certaines couches populaires éloignées des organisations du mouvement ouvrier, et d'autant plus éloignées voire hostiles du fait de la politique de trahison conduite depuis des décennies par les directions de ces organisations. En l'absence de force politique organisée défendant un programme pour en finir avec la putréfaction capitaliste, les groupes d'extrême-droite trouvent là un public tout prêt à se joindre à leurs délires nationalistes, racistes et xénophobes, et aux émeutes qu'ils provoquent.

Les patrons ont besoin que les immigrés soient sous-payés, maltraités et discriminés, et que les autochtones soient poussés à les haïr comme des intrus. Cela conduit à une division tragique des rangs ouvriers. La seule réponse ouvrière est que les immigrés font partie intégrante du prolétariat du pays où ils résident et travaillent, à l'égal des natifs, que tous doivent donc bénéficier des mêmes droits et des mêmes salaires, quelles que soit leurs couleurs de peau, leurs origines, leurs nationalités ou leurs croyances.

Face aux émeutes, Starmer s'est contenté d'en appeler à la police et aux tribunaux. Mais c'est la mobilisation de masse dans la rue et non les institutions de l'État bourgeois, qui a

permis de refouler et d'interdire les émeutes d'extrême-droite, de repousser les foules racistes enrégées, et de protéger les « migrants ». Ce fait montre la disponibilité au combat de classe des travailleurs et de la jeunesse britannique, appuyés sur leurs organisations politiques et syndicales de masse, et ce en dépit et contre les appareils dirigeant ces organisations, qui ont refusé d'appeler et d'organiser les rassemblements anti-racistes, mais aussi sur l'expérience des combats de classe de ces derniers mois, tant dans les grèves ouvrières que dans les manifestations de masse en soutien au peuple palestinien. C'est bien là la voie à suivre pour combattre l'extrême-droite, la xénophobie et le racisme.

Les masses laborieuses premières victimes de la décomposition sociale

Quarante-cinq années de politiques anti-ouvrières et de mesures entièrement en faveur du capital financier, conduites par les gouvernements Thatcher, Major et poursuivies par Blair et tous les leaders travaillistes ayant exercé le pouvoir gouvernemental en « dignes héritiers » de Thatcher, ont abaissé fortement les salaires et les conditions d'existence du prolétariat et de la jeunesse en Grande-Bretagne. Le pays dans son ensemble a connu un appauvrissement considérable et continu pour le plus grand nombre, et un accroissement sans précédent des fortunes de la bourgeoisie financière, cette infime minorité de parasites qui absorbe une part toujours plus grande de la richesse produite.

En 2023, 18 % des habitants du Royaume-Uni survivaient au-dessous du « seuil de pauvreté », soit 12 millions de personnes, dont 4 millions d'enfants, soit près d'un enfant sur trois. Le 7 août 2024, un article du Guardian indiquait que 43 % des enfants de Liverpool vivaient dans la pauvreté, en grande partie du fait de l'abaissement des plafonds de ressources pour bénéficier des aides sociales. Fait significatif : le 24 juillet 2024, Starmer a suspendu sept députés du Labour qui avaient voté la suppression du

plafonnement des prestations sociales pour deux enfants. C'est un signe clair de la politique « sociale » qu'entend mener Starmer : poursuivre les mesures tories qui ont conduit le prolétariat britannique sur la pente de la misère.

La situation du prolétariat britannique est une illustration éclatante et dramatique du sort auquel le capitalisme en putréfaction condamne les masses : misère matérielle et culturelle, déchéance physique et morale, destruction des forces productives (dont le travail humain, la classe ouvrière, est la composante essentielle), militarisme et guerre. Plus que jamais, cette situation met à l'ordre du jour, l'urgence que la société s'engage sur la voie qui mène au socialisme, et pour en finir avec toutes les tentatives de maintenir le taux de profit du capital financier sur la chair et le sang des travailleurs.

Les décennies de trahisons conduites par l'appareil blairiste du parti travailliste ont profondément gangrené et ébranlé l'espoir et la confiance des masses en ce parti profondément lié à l'histoire politique de la classe ouvrière britannique, mais désormais totalement aligné sur les besoins de l'impérialisme anglais.

Le patronat et le capital financier « votent » Starmer

Dès le soir des élections, Starmer s'est exprimé sans ambages : « *Un mandat comme celui-ci s'accompagne d'une grande responsabilité. Je vous le promets : le Labour gouvernera pour le pays tout entier* ». Il ne s'agit donc en rien de défendre les intérêts de classe du prolétariat, mais de gérer au mieux (avec « une grande responsabilité ») les intérêts de l'impérialisme britannique, ce que Starmer nomme « le pays tout entier ». Ainsi « *le Labour est passé d'un parti de protestation à un parti qui donne toujours la priorité aux intérêts du pays*. » (« 4 change », Manifeste du Labour Party 2024).

C'est pourquoi, dès avant les élections, les sommets du capitalisme anglais avaient choisi Starmer. Sous le titre « *Royaume-Uni : comment la City s'est emballée pour les travaillistes* », *Les Échos* du 26 octobre 2023 écrivaient : « *Deux tiers des investisseurs pensent qu'une victoire du Labour serait une issue favorable pour les marchés* ». Ce n'était nullement le fruit du hasard. Rachel Reeves, la future ministre des Finances de Starmer, avait multiplié les « tables rondes » avec des représentants du patronat et du capital financier. Elle s'était par exemple engagée à maintenir le déplafonnement des bonus des banquiers

instauré par les Tories. Elle fut félicitée par l'ancien gouverneur de la Bank of England.

Ainsi, il y avait tant de firmes capitalistes présentes à la conférence du Labour en octobre 2023, qu'elle fut qualifiée de « *Liverpool-Davos* » dans un éditorial du *Financial Times*. *Les Échos* du 26 octobre 2023 rapporte : « *Ce virage se voit également à la liste des donateurs du parti. Pour la première fois cette année, les syndicats représenteront moins de la moitié des financements, le reste provenant de donateurs individuels ou d'entreprises. Parmi eux, on compte quelques noms de la finance, comme Stuart Roden, ancien chairman de Lansdowne Partners, ou Victor Blank, ex-président de Lloyds.* »

Dès l'installation du gouvernement Starmer, les mesures pour favoriser l'emprise de la spéculation financière sur l'économie n'ont pas tardé. Ainsi *Les Échos* du 29 juillet dernier mentionnait que le Trésor britannique avait décidé de faciliter plus encore la spéculation : « *De nouvelles règles sont entrées en vigueur sur le London Stock Exchange pour simplifier la vie des entreprises qui s'introduisent en Bourse. Dans la foulée, le régulateur a*

aussi proposé d'alléger les contraintes pour celles qui veulent lever des fonds sur les marchés secondaires. » (...) « Comment ? En relevant le seuil à partir duquel les sociétés cotées doivent rédiger un prospectus. Le montant maximal levé sans prospectus [d'information, souligné par nous] passerait de 20 % à 75 % de leur capital social. » L'irrationalité et « l'économie-casino » sont ainsi érigées en principe de fonctionnement. Et chacun sait que dans les combats entre requins de la finance, les plus voraces dévorent les plus faibles... L'absurdité capitaliste pointe vers son paroxysme, encouragée par le gouvernement Starmer.

Ce qui explique le soutien enthousiaste de la bourgeoisie anglaise, c'est bien sûr que Starmer entend poursuivre la

politique des Tories. Mais surtout les milieux capitalistes considèrent Starmer plus apte à l'appliquer avec plus d'efficacité, car ils le croient mieux capable de contenir les conflits de classes et les contradictions internes du Labour, que ses prédécesseurs tories ne l'étaient pour encadrer les oppositions internes du parti conservateur. Le Labour saute Starmer leur semble également mieux placé pour négocier les relations avec l'UE et la « Commission européenne ».

Dès l'entrée au 10 Downing Street, le gouvernement Starmer s'est donc installé, ainsi qu'il l'avait annoncé, dans une politique « pro-business » s'engageant à maintenir l'essentiel des mesures anti-ouvrières des gouvernements précédents, voire se préparant à les aggraver afin de tenter de sauver les positions de l'impérialisme britannique.

Le « programme » du gouvernement Starmer : alignement complet sur les besoins de l'impérialisme anglais...

Lors de la conférence annuelle du Labour, le 10 octobre 2023, Starmer a exposé les cinq « missions » du futur gouvernement qu'il entendait former : obtenir la plus forte croissance du PIB des pays du G7, faire du pays un leader de « l'énergie verte », réformer l'éducation pour réaliser « l'égalité des chances », « sauver » le NHS, et enfin « rendre les rues plus sûres ». Tout cela demeurant évidemment dans le plus grand flou quant aux mesures concrètes que cela pourrait impliquer. Du reste, nombre de projets de Starmer se contentaient de reprendre ceux des Tories, que ces derniers n'avaient pas pu mettre en œuvre.

Il est en effet difficile de voir dans le programme du nouveau gouvernement Starmer autre chose qu'un copié-collé de celui des Tories. Le discours écrit par Sir Keir Starmer et prononcé par le roi Charles III le 17 juillet à la Chambre des Communes, donne le ton dès le début : « *La stabilité sera la pierre angulaire de la politique économique de mon gouvernement* ». On peut dès lors prendre la mesure de ce que signifient la « responsabilité » et la « stabilité » selon Starmer : le projet de « loi sur la responsabilité budgétaire » a soumis toute mesure fiscale et toute dépense « *à une évaluation indépendante par le Bureau de la responsabilité budgétaire* » (OBR), sorte de « Cour des comptes » anglaise, dont on conçoit sans peine que son « indépendance » s'exerce surtout à l'égard des intérêts ouvriers, mais en rien à ceux de la City.

Le *Manifeste* publié par le Labour de Starmer précisait que la « stabilité » était indispensable pour que le pays demeure « *attrayant pour les entreprises à investir* », et il entendait fonder la « croissance » sur « *un nouveau partenariat avec les entreprises* » : « *la croissance durable exige que le gouvernement soit un partenaire stratégique avec les entreprises* ». Un Fonds national d'investissement d'argent public sera doté de 7,3 Mds £ sur cinq ans pour accompagner les investissements privés, qui viendra s'ajouter aux diverses aides existantes aux entreprises, qui seront-elles-mêmes « consolidées ». Enfin « *Le Labour plafonnera l'impôt sur les sociétés au niveau actuel de 25 %, le plus bas du G7* » sur l'ensemble de la législature.

Le logement est un des désastres endémiques qui pourrit les conditions d'existence du prolétariat britannique. Le nouveau gouvernement Labour n'a prévu que de porter à 300 000 les constructions nouvelles par an (contre 235 000

annoncés antérieurement par les Tories), chiffre qui couvrirait à peine les besoins des personnes « sans abri », c'est-à-dire sans aucun logement fixe, sans parler des millions de mal-logés (colocations forcées, logements insalubres ou trop petits, etc.). *Euronews* précise le 23 octobre 2023 : « *Entre avril 2022 et mars de cette année, quelque 298 430 ménages anglais sont devenus sans-abri ou risquaient de le devenir, dont 104 460 familles avec enfants. C'est ce que révèlent les derniers chiffres du gouvernement, qui indiquent également que le nombre de ménages en hébergement temporaire s'élevait à 104 510, soit le chiffre le plus élevé jamais enregistré. (...) Au cours de la même période, le nombre de personnes évaluées par les autorités locales comme dormant dans la rue a également augmenté de 30,5 %.* » Mais surtout le Labour ne prévoit pas le moindre financement public et inclut dans le chiffre qu'il annonce les programmes des promoteurs privés qui seront « aidés » à travers « *une planification stratégique croisée* ».

Concernant les chemins de fer, Starmer ne remet nullement en cause la privatisation. L'État n'interviendrait que pour sauver les opérateurs privés défaillants ou ayant conduit leurs réseaux à la faillite. Il s'agirait seulement de coordonner et intégrer les opérateurs privés sous la conduite d'une agence d'État intitulée Great British Railways. Il n'est même pas seulement envisagé d'exproprier sans indemnité les sociétés rentières de franchises privées, en dépit des faillites de ces dernières, et de la catastrophe générale à laquelle a conduit la politique de privatisation généralisée du rail. Il en va de même pour tous les autres services publics concédés au privé.

Sur le Service National de Santé NHS, Starmer se contente de vagues promesses qui ont surtout le mérite de ne rien coûter : « *réduire les délais d'attente, se concentrer sur la prévention et améliorer les services de santé mentale* » et dont la concrétisation sera d'accélérer la privatisation et d'augmenter les horaires de travail du personnel du NHS. Il n'est prévu aucune création de postes à l'exception de 8 500 postes sur cinq ans dans le secteur de la santé mentale, postes dont la nature n'est pas précisée et dont le coût évalué est minime.

Concernant les retraites (par capitalisation), il est fait appel à la bonne volonté des fonds de pensions pour éviter la ruine

à leurs millions d'épargnants, ce que Starmer veut surtout garantir est leur profitabilité pour le capital financier : « *Le Labour agira également pour accroître les investissements des fonds de pension sur les marchés britanniques. Nous adopterons des réformes pour faire en sorte que les régimes de retraite d'entreprise profitent de la consolidation et de l'échelle, pour obtenir de meilleurs rendements pour les épargnants britanniques (...). Nous entreprendrons également un examen du paysage des retraites afin d'examiner les nouvelles mesures à prendre pour améliorer les résultats des retraites et accroître les investissements sur les marchés britanniques.* » (*Manifeste* « 4 change »).

Dans les universités, le grand délabrement, produit de décennies de coupes budgétaires, est appelé à se poursuivre,

... en renforçant l'État policier et les mesures anti-immigrés...

Le gouvernement Starmer s'est également situé dans la continuité fidèle de la politique tory pour le renforcement du caractère policier de l'État, en particulier en matière de répression des manifestations : Surveillance par caméras et drones, « reconnaissance faciale » des participants, publication des portraits des personnes recherchées ou condamnées, accroissement des effectifs et des moyens des policiers, extension des législations « anti-terroristes » et renforcement de l'appareil judiciaire de répression de l'expression des opinions « déviantes » (allant jusqu'à l'emprisonnement pour publication sur des « réseaux sociaux »), que ce soit sous l'accusation de « terrorisme », « antisémitisme » (le slogan « du fleuve à la mer la Palestine sera libre » qualifié, par exemple, d'antisémitisme), « incitation à la haine » ou autres motifs attrape-tout.

ainsi que les droits d'inscription élevés. Rien de concret n'est annoncé en la matière, sinon diminuer le nombre d'étudiants en favorisant l'apprentissage et l'orientation vers le travail dès 16 ans. Et pour la recherche, « *Le Labour supprimera les cycles de financement courts pour les principales institutions de recherche et développement, en faveur de budgets à dix ans qui permettent des partenariats significatifs avec l'industrie* ».

Autant les engagements favorables aux capitalistes sont précis, autant les promesses aux travailleurs sont vagues et non chiffrées, promesses que Starmer et les siens sont d'ores et déjà tout prêts à larguer si les besoins du capital l'exigent.

Enfin le gouvernement Starmer a aussi pris, parmi ses premières décisions, une série de mesures pour renforcer les frontières et refouler les immigrés « irréguliers ». Ainsi, le *Manifeste* de Starmer se donnait pour objectif d'« accélérer les expulsions vers des pays sûrs pour les personnes qui n'ont pas le droit de rester ici » en augmentant de 1 000 effectifs la police des frontières et en concluant des accords internationaux, afin que les « demandeurs d'asile déboutés » puissent être « rapidement renvoyés ». Une phrase du *Manifeste* de Starmer résume bien le projet à l'encontre des immigrés : « *le Labour réduira l'immigration nette* » (Page 41).

... jusques et y compris dans la guerre impérialiste

Starmer se veut le bon élève de l'OTAN et de la soumission à l'impérialisme US. Après avoir réaffirmé son soutien indéfectible à l'OTAN dans la guerre impérialiste contre la Russie en Ukraine, le *Manifeste* du Labour affirmait vouloir renforcer « nos forces armées » en précisant « nous ouvrirons la voie à la dépense de 2,5 % du PIB pour la défense », soit une augmentation de 14 % par rapport au budget de Sunak, et un quart de plus en pourcentage que la France. Puis il proclamait : « *Notre engagement en faveur de la dissuasion nucléaire du Royaume-Uni est absolu. C'est une garantie vitale pour le Royaume-Uni et nos alliés de l'OTAN. En tant que partie fondatrice de l'OTAN, nous maintenons notre engagement inébranlable en faveur de l'alliance.* » (...) « *Les États-Unis sont un allié indispensable. Notre relation spéciale est cruciale pour la sécurité et la prospérité, et transcende les partis politiques et les individus qui sont au pouvoir. Nous continuerons à travailler avec les États-Unis sur la base de nos valeurs communes et de nos intérêts communs, y compris en matière de coopération économique, de défense et de renseignement.* »

C'est aussi ce que Healey et Lammy, les ministres des Affaires étrangères et de la Défense du « shadow cabinet » de Starmer avaient réaffirmé lors de leur visite à Washington en septembre 2023, où ils avaient eu des réunions à la Maison-Blanche, au Département d'État, au Pentagone et au Congrès. Le 23 septembre, le *Telegraph* rapportait la visite du Labour à Washington sous le titre : « *Labour : "Vous pouvez nous faire confiance en matière de défense. Nous sommes dévoués au rôle directeur de l'OTAN et des États-Unis"* ».

Nul doute que l'engagement de l'Angleterre dans la guerre impérialiste en Ukraine va donc encore se renforcer avec Starmer au 10 Downing Street. Le « discours du trône » de Starmer proclamait le 17 juillet : « *Mon gouvernement continuera d'apporter son plein soutien à l'Ukraine et à son peuple et s'efforcera de jouer un rôle de premier plan pour que l'Ukraine puisse clairement accéder à l'adhésion à l'OTAN.* »

Puissance et limites du prolétariat britannique

Le prolétariat britannique a montré ces dernières années une disponibilité au combat de classe massif, déterminé et prolongé, sans égale avec ceux celle des prolétariats des autres États impérialistes d'Europe. De plus, les travailleurs britanniques disposent d'organisations de classe, parti et

syndicats, qui, quelles que soient la dégénérescence bureaucratique, la putréfaction politique et la soumission de leurs directions à l'impérialisme, groupent encore des millions d'adhérents et de militants. Ce sont des points d'appui organisés considérables que les travailleurs

tenteront d'utiliser pour la défense de leurs revendications. Mais pour puissantes, prolongées, répétées et déterminées qu'aient été les grèves de 2022-2023, elles ne sont pas parvenues à renverser les Tories et imposer la satisfaction des revendications. Il eût fallu pour ce faire imposer aux

dirigeants des syndicats qu'ils centralisent les combats en une puissante grève générale dirigée contre les gouvernements conservateurs. Mais cela ne peut pas se réaliser spontanément.

Plus que jamais : combattre pour le socialisme et les États unis socialistes d'Europe

La phrase qui est depuis 1984 en tête de notre bulletin : « *On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme* » (Lénine, *La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer*, septembre 1917) indique la voie incontournable pour tout gouvernement qui prétend sauver la population laborieuse et la jeunesse de cette « *catastrophe imminente* » que constitue la misère où les plonge la crise du système capitaliste. La Grande-Bretagne pas plus que les autres États impérialistes, ne peut échapper à cette alternative. En choisissant de poursuivre la politique des Tories, politique de guerre et d'austérité, le gouvernement Starmer ne peut qu'aggraver les conséquences funestes de la décomposition capitaliste que subissent depuis des décennies les travailleurs et la jeunesse britanniques.

Au contraire, pour le Parti travailliste qui dispose d'une majorité écrasante à la Chambre des Communes, satisfaire les revendications ouvrières exigerait de rompre avec les politiques des conservateurs, de rompre avec le capitalisme, ce dont ne veulent à aucun prix Starmer, son gouvernement, et la direction blairiste du Labour.

Tout à l'opposé du programme pro-impérialiste de Starmer, sauver la classe ouvrière britannique de la catastrophe qui lui est promise suppose : d'exproprier les banques et autres organismes financiers et de les unifier en une banque unique d'État, d'exproprier les capitalistes des grands moyens de production, de communication et d'échange, d'élaborer et de réaliser, sous le contrôle des travailleurs, un vaste plan de production répondant aux immenses besoins de la population laborieuse et de la jeunesse, de rompre immédiatement avec l'OTAN et la soumission à l'impérialisme américain. Enfin pourrait se réaliser un gouvernement réellement au service des travailleurs qui satisfasse les revendications et qui bâtisse une nouvelle relation avec les autres peuples d'Europe, pour en finir avec les guerres impérialistes, sur la perspective : Ni UE ni Brexit, vers les États-Unis socialistes d'Europe !

La contradiction est bien réelle entre d'une part les exigences de la classe ouvrière britannique, qui a fait la preuve, deux années durant, de sa capacité de combat de classe contre la destruction de ses conditions d'existence, et d'autre part le Labour Party, parti de masse qu'elle a elle-même constitué, et qui prétend une fois au gouvernement poursuivre et amplifier les attaques engagées par les Tories. Cette contradiction ne peut que devenir explosive et éclater sur le terrain de la lutte des classes, dans les syndicats et dans le Labour lui-même.

Dans ces conditions, il est indispensable pour les militants révolutionnaires britanniques d'intervenir et de combattre au sein des syndicats contre le soutien ouvert ou voilé des appareils aux mesures anti-ouvrières et en défense des revendications et des conquêtes du prolétariat anglais, à commencer par le NHS, contre le soutien des appareils au gouvernement Starmer et à l'impérialisme britannique, contre la politique de guerre britannique tant en Ukraine qu'au Proche-Orient, et pour le soutien au peuple palestinien victime du colonialisme sioniste génocidaire. C'est sur cette orientation qu'il est également possible et nécessaire d'intervenir au sein du Labour Party pour arracher les militants ouvriers et jeunes qui y restent, en recherche d'une voie organisée vers le socialisme, et qui ne peuvent que se retourner contre Starmer et sa clique.

La condition indispensable est que les militants conscients de cette nécessité se regroupent autour de la perspective de combattre réellement pour le socialisme. C'est ce à quoi les militants qui publient ce bulletin invitent les militants révolutionnaires de Grande-Bretagne, en leur proposant de prendre contact avec notre groupe. C'est là la voie pour regrouper une force politique organisée qui combatte pour ce programme, pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire, qui manque aujourd'hui cruellement au prolétariat britannique, et pour la construction de l'internationale ouvrière révolutionnaire.

Le 26 septembre 2024

BULLETIN D'ABONNEMENT À « COMBATTRE POUR LE SOCIALISME » (10 NUMÉROS : 30 EUROS)

NOM : PRÉNOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL : LOCALITÉ :

Chèques à l'ordre de : A.E.P.S. - Envoyer à : A.E.P.S. – 1 bis, Rue GUTENBERG - 93100 MONTREUIL

Argentine**Les masses confrontées à l'offensive brutale du gouvernement Milei doivent imposer aux directions syndicales la rupture et l'affrontement avec ce dernier****Le gouvernement Milei avance dans la mise en place de sa politique anti-ouvrière**

Le constat s'impose : malgré la brutalité de l'offensive menée par le gouvernement Milei, qui concentre les aspects économiques et idéologiques les plus réactionnaires, le prolétariat et la jeunesse d'Argentine n'ont pas réussi à rassembler leurs forces pour affronter de manière centralisée le gouvernement en place depuis décembre 2023.

Certes, la politique de Milei a pu être contrariée, et l'est encore régulièrement, en raison de l'absence de majorité parlementaire du parti présidentiel, « la libertad avanza ». Cela lui impose de devoir négocier avec les autres partis bourgeois, y compris les gouverneurs des différents États, respectant en cela la structure fédérale de l'Argentine. Il ne peut donc agir comme il le souhaiterait en concentrant les pouvoirs d'exception et en gouvernant par décrets. La loi Omnibus qu'il avait présentée, n'a pu être adoptée. Mais cet échec n'était en aucun cas une victoire à mettre au compte de la mobilisation du prolétariat sur le terrain de la lutte des classes ; il résultait au contraire de la difficulté à rassembler toutes les composantes de la représentation de la bourgeoisie derrière la politique et la figure personnelle de Milei.

Après négociations, une nouvelle loi a pu être votée : la « ley de bases » (loi fondamentale). Adoptée en juin 2024, cette dernière reprend une partie des dispositions de la loi Omnibus qui permettent de privatiser, déréguler, faire exploser le cadre juridique pour une « libéralisation » massive, c'est-à-dire l'ouverture des grandes entreprises, des parcs nationaux, des concessions minières (lithium) aux grands groupes capitalistes. Elle contient aussi des dispositions en matière de droit du travail, des assouplissements sur les licenciements, les périodes d'essai, le temps de travail. Sans rentrer dans le détail, l'adoption de cette loi est une véritable victoire pour Milei, et un dur coup pour les travailleurs. C'est aussi un point d'appui pour le gouvernement pour aller plus loin et poursuivre son offensive. C'est pourquoi durant les semaines qui ont suivi, le gouvernement a pu s'en prendre au droit de grève des enseignants, ou encore s'opposer à toute augmentation des pensions de retraite (voir plus bas).

En effet, le congrès des députés et le sénat peuvent aussi être le lieu de votes que le gouvernement considère comme défavorables. Ainsi le 22 août, les députés ont-ils voté une augmentation des pensions des retraités de 8 %. Cette augmentation est évidemment bien en dessous du rythme de l'inflation (de l'ordre de 70% sur les cinq premiers mois de 2024), mais Milei lui a opposé son veto. Et le 11 septembre, le congrès des députés n'a pu lever le veto, faute de trouver une majorité suffisante (une majorité des 2/3 est en effet nécessaire pour cela).

Milei doit donc continuer de tenir compte des autres partis bourgeois pour continuer à mener son offensive anti-ouvrière. Il a aussi besoin de négocier avec les gouverneurs de provinces. Enfin, il ne pourra définitivement se passer de dialoguer avec la CGT, ce que le gouvernement a commencé à essayer de faire en juillet dernier.

Aussi brutal soit son discours, aussi réactionnaire soit son programme, Milei trouve des soutiens dans la bourgeoisie parce que sa politique répond aux attentes au moins d'une partie de celle-ci. Fondamentalement, il applique un programme qui est celui de tous les partis bourgeois : porter des coups au prolétariat pour tenter de rétablir le profit. Il est en cela soutenu par le FMI. Si Milei gesticule dans les rencontres des groupes politiques les plus réactionnaires, comme celle qui a eu lieu à Madrid à l'initiative de Vox (parti d'extrême droite), sa politique est fondamentalement déterminée par la défense des intérêts du capital financier et de l'impérialisme, sur lesquels il est totalement aligné.

Cela n'empêche nullement les provocations : ainsi, une délégation de députés du parti de Milei s'est rendue au pénitencier de Ezeiza pour rencontrer Alfredo Astiz et quelques autres tortionnaires de la période de la dictature de 1976. Malgré le scandale provoqué par cette visite, présentée comme « humanitaire » par des députés qui prétendaient ne pas connaître l'histoire de ces prisonniers, la réalité est bien la volonté de libérer les anciens représentants de la dictature.

L'essentiel de la politique du gouvernement Milei concerne cependant la situation économique.

Une embolie économique

La politique économique de Milei a pour objectif de faire payer la crise aux masses en démantelant les droits du prolétariat, en faisant fondre les salaires. Si les coupes (effectivement à la tronçonneuse, l'emblème de Milei), dans les dépenses publiques se traduisent par un ralentissement effectif de l'inflation -qui, selon les critères officiels, ne serait plus que de 4 % sur le mois de juillet mais reste supérieure à 40% en rythme annuel -, les effets sont

dévastateurs, en premier lieu pour les masses, sans toutefois épargner des fractions de la petite bourgeoisie et du capital argentin.

Le premier indicateur de la précarité, c'est l'effondrement de la consommation, notamment la consommation de base dans les supermarchés et les magasins de proximité. En rythme annuel, elle a baissé de 16 % en juillet, 4 % de plus qu'en juin, selon un article de *Página 12* (16 août). Cela fait

sept mois de baisse consécutive de la consommation dans les supermarchés et les stations-services. Les supermarchés ont beau multiplier les ventes promotionnelles au rabais, rien n’y fait. Les effets de l’inflation sont durables sur la consommation des « catégories sociales moyennes à basse » (critères et terminologies des statistiques officielles), qui en représentent 80 %.

Les commerces, y compris les supermarchés et chaînes de distribution, sont en conséquence eux-mêmes en grande difficulté.

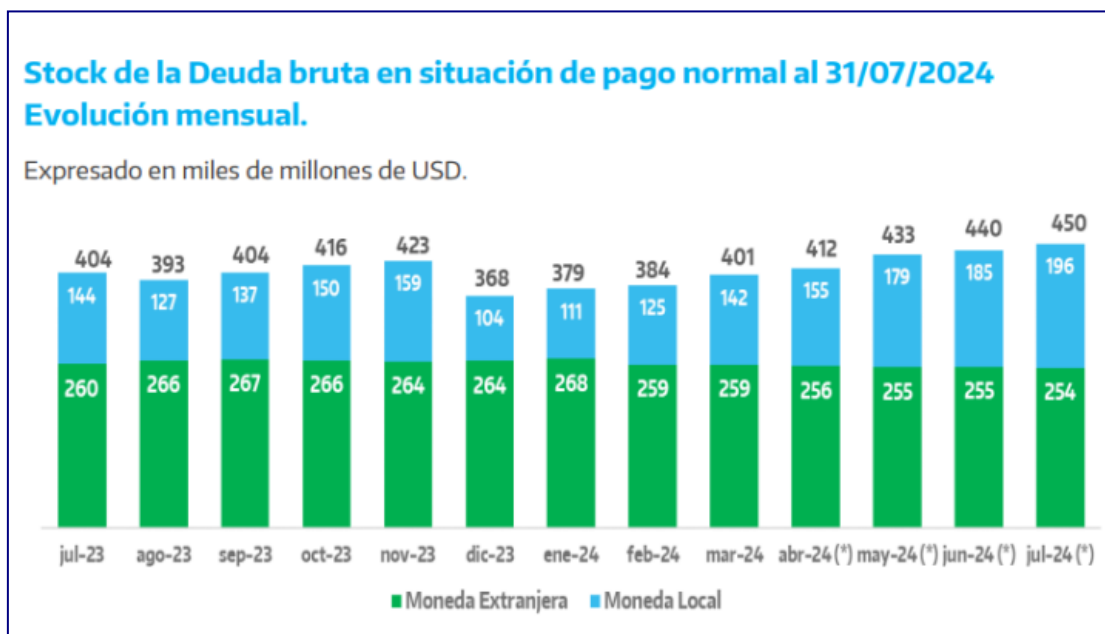
La paupérisation et la faim sont le résultat de ces premiers mois de gouvernement Milei. Or durant des semaines, la ministre du « capital humain » a cyniquement retenu la distribution de produits alimentaires, qui était effectuée par des associations caritatives ou populaires, jusqu’à ce qu’une partie du stock de denrées fût frappée de péremption.

Autres effets : les plans de licenciements et le chômage. Le gouvernement a procédé à des milliers de licenciements parmi les personnels contractuels précaires de la fonction publique, et ce dès le mois de janvier, phénomène élargi et accentué à partir de mars. Mais le chômage, les fermetures de sites, la réduction de la production sont généralisés. Selon un rapport du CEPA (Centro de economía y política de Argentina), entre novembre 2023 et avril 2024, il y a eu plus de 110 000 postes de travail perdus dans le secteur privé, et 18 000 encore en mai, selon le ministère du travail.

Le secteur du BTP est le plus touché, les commandes de l’État ayant été gelées du jour au lendemain, interrompant sine die les chantiers. Sidérurgie, céramique, textile, électroménager, pneumatiques... : la liste des plans de licenciements et de fermeture de sites industriels est longue, entraînant souvent des grèves locales, isolées les unes des autres...

Autre fait inquiétant : le décrochage du rapport de change entre le peso et le « dollar blue » (voir CPS 91) d’une part, et le cours officiel d’autre part, exprime la dévaluation réelle qui se poursuit, même si le rythme de l’inflation semble ralentir (voir plus haut). Durant les premiers mois de l’année 2024, le cours officiel était de 1 dollar pour 350 pesos, mais de 1 « dollar blue » pour 800 pesos. Durant les mois de juillet et d’août, le « blue » avait dépassé 1 200 pesos.

Même si le budget dégage un excédent primaire (hors paiement des intérêts), même si l’Argentine a remboursé 13 milliards de dollars de dette depuis janvier 2024, intérêt et capital, il n’en reste pas moins que la dette continue de progresser, essentiellement contractée sur le marché intérieur, la dévaluation du peso empêchant de recourir aux marchés financiers internationaux. Pour autant, le service de la dette est tel, que malgré l’excédent primaire, l’État argentin doit faire appel à ces émissions de dette, ce qui rend la situation toujours aussi menaçante.



source : La Izquierda Diario

légendes : stock de la dette brute en situation de paiement normal au 31/07/2024 – évolution mensuelle – exprimé en milliards de dollars US – monnaie étrangère, monnaie locale

Le mur de la dette se dresse donc toujours sur la route de l’économie argentine, et avec lui l’ombre de la menace du défaut de paiement. L’activité économique paralysée, le gouvernement cherche toujours à amplifier sa politique de « libéralisation » de l’économie. Après la libération des prix dans de nombreux secteurs, notamment les services et l’énergie, le gouvernement voudrait faire baisser les prix de l’industrie agro-alimentaire en ouvrant complètement le

marché national : cela représente une menace pour des secteurs entiers de l’industrie locale, tant dans l’agrobusiness que dans les activités industrielles implantées en Argentine, même si les importations ont diminué (en raison principalement de la baisse de la consommation).

La politique de coupe budgétaire massive de Milei a donc produit un choc immédiat, tétanisant l’économie argentine

et provoquant une récession massive, sans aucune garantie de réussite concernant la réduction de la dette ou de la dévaluation mais se traduisant par de violentes atteintes aux conditions de vie des masses. La libération des prix de nombreux services et produits (gaz, électricité, pétrole, transport, alimentation), prennent à la gorge les familles et même les institutions : on se rappelle qu'en mars les

universités ne pouvaient plus honorer leurs factures d'électricité, avant un coup de pouce budgétaire.

À cette étape pour autant, le gouvernement n'est pas menacé, en particulier en raison de la politique de la direction de la CGT.

« Ley des bases », universités, retraités... :
la CGT n'a jamais rompu avec le gouvernement ni préparé l'affrontement contre lui

Lors du vote de la « ley de bases », la direction de la CGT n'a appelé à aucune mobilisation centralisée du combat. Elle a refusé d'aller plus loin après la première journée d'action du 24 janvier. Durant des mois, les travailleurs furent confrontés à la politique du gouvernement, aux licenciements, aux privatisations dans le cadre étroit de leur site, de leur entreprise, isolés dans leur secteur respectif. Les luttes de classes se sont trouvées – ce qui est toujours le cas - fragmentées, isolées les unes des autres, souvent corsetées par les journées d'action. Les manifestations qui se déroulèrent devant le Congrès (parlement), en particulier lors du vote de la « ley de bases », ne furent pas appelées par l'ensemble des organisations syndicales (CGT, CTA), mais par différents courants de gauche, morénistes notamment, ou par les « syndicalistes combattifs ». Ce qui permit au gouvernement de déchaîner la répression contre les manifestants. Durant des semaines, des personnes sont restées incarcérées, sans charge réelle.

Après le 24 janvier, des grèves eurent lieu contre les licenciements sur différents sites de l'entreprise sidérurgique Acindar, frappée par un plan de fermeture. Plusieurs journées d'actions importantes, massives mais sans lendemain, se déroulèrent à Areolíneas Argentinas pour les salaires ; mais les directions syndicales ne portèrent pas la revendication des travailleurs contre la privatisation. Elles ont contribué à la dispersion des forces en planifiant deux journées d'action, de type commémoratif, les 8 et 24 mars (anniversaire du coup d'État de 1976).

En avril, la grande marche universitaire, préparée par des assemblées dans les universités, a représenté une mobilisation réelle et massive. Une des revendications était une augmentation du budget des universités (jusqu'alors, il était équivalent au budget de 2023, malgré une inflation dépassant les 200%). Il n'y avait plus d'électricité dans les universités. La recherche publique (CONICET) n'était plus financée. Une fois obtenue une rallonge budgétaire permettant de limiter les dégâts (la moitié de l'inflation), les directions syndicales et les directions des universités qui chapeautaient le mouvement rangeaient les banderoles. Le 9 mai, la CGT appelait à une nouvelle journée d'action, mais cette fois limitée à une grève, sans manifestation. Les rues, se félicitaient les dirigeants de la confédération, sont restées vides. Aucune force concrète ne s'est donc manifestée ce jour-là, empêchée par les choix des appareils syndicaux.

Le 16 juin, lors des manifestations contre le vote de la « ley de bases », certaines fédérations de la CGT avaient appelé à manifester (contrairement à la direction confédérale). Mais rencontrant un barrage policier dans les rues menant à

la place du Congrès, ces fédérations rebroussaient immédiatement chemin, laissant la voie libre à la répression.

Le gouvernement avait laissé la place à concertation dans la nouvelle loi. Une partie des articles concernant la réforme du travail était prétexte à l'ouverture de discussions avec les directions syndicales pour leur mise en œuvre. La CGT s'est rendue à la première réunion, le 16 juillet, qui annonça, en accord avec la direction de la CGT, la formation d'un « groupe de travail technique » sur la mise en œuvre de la loi avec le patronat et les syndicats. Si en définitive le « groupe de travail » ne put fonctionner comme prévu, c'est seulement parce que la ministre du Capital humain anticipa en annonçant en même temps la réforme du travail et l'ouverture du « dialogue social ». En fait, en révélant que le « dialogue social » avait pour seule fonction de légitimer les plans du gouvernement : les directions syndicales ne pouvaient accepter sans rechigner, d'autant que la colère était profonde dans le prolétariat.

Si les réunions suivantes ne purent avoir lieu, la volonté de dialogue n'était pas pour autant rompue. Hector Daer (membre du triumvirat à la tête de la CGT) soulignait d'ailleurs que la rencontre du 16 juillet s'était faite à la demande de la direction de la CGT. Dans le même temps, la direction de la CGT devait aussi prendre garde à ne pas perdre le contact avec les masses : donc elle « mène » une réflexion sur une nouvelle journée de mobilisation. Une réflexion qui jusqu'à maintenant n'a abouti à rien de concret. En attendant, les tentatives de mobilisation se font toujours dans les mêmes cadres sectoriels, appelées par des groupes ou des « syndicats combattifs », sans que s'engagent les grandes confédérations CGT, CTA. C'est le cas notamment pour les retraités.

Le 22 août, les députés votaient une maigre augmentation des pensions des retraités, particulièrement érodées par l'inflation. Cette augmentation n'était pas du tout du goût du gouvernement Milei, et ce dernier annonçait immédiatement son intention d'y opposer son veto présidentiel. Les retraités venus manifester au Congrès le 28 août (à l'appel d'associations et de groupes « combattifs ») furent reçus à coup de gaz lacrymogènes et de matraques, sans autre réaction de la part de la direction de la CGT qu'un communiqué. Le 11 septembre, de nouvelles manifestations étaient convoquées au Congrès pour obtenir un vote annulant le veto présidentiel. Cette fois, certains secteurs de la bureaucratie de la CGT appelaient à la manifestation, avec la CTA. Mais ce n'était pas un appel confédéral central.

Dans ces conditions, suffisamment de députés se rangeaient du côté du maintien du veto de Milei, tandis que sur la place et dans les rues proches du Congrès la répression brutale

s'abattait sur les manifestants, âgés pour beaucoup. On dénombra cinquante blessés, dont un enfant de sept ans. Une nouvelle victoire pour le gouvernement.

Le service minimum pour les enseignants

A la suite de la « ley de bases », une des contre-réformes portée par le gouvernement est de placer l'enseignement public dans les « services essentiels ». Certainement pas pour lui accorder un budget qui correspondrait à ce statut, on s'en doute. En réalité, il s'agit ni plus ni moins d'imposer un service minimum aux enseignants lors des grèves, avec la présence d'au moins 30 % des personnels pour assurer la garderie des enfants, au prétexte de la « continuité » du service. Pourtant, malgré le caractère frontal de l'offensive contre un droit fondamental des travailleurs du secteur, celui de faire la grève, la réponse a été totalement émietlée.

Le 14 août, il s'est trouvé sans difficulté une majorité de députés pour voter ce texte au Congrès, et malgré son rejet par les enseignants, la réaction a été tout à fait disloquée. Le cas de la province de Neuquén, où les enseignants étaient déjà en conflit avec le gouvernement local, est significatif. Une grève de 72 heures y avait été appelée par les syndicats et apparemment largement suivie ; mais à l'échelle nationale, la CTERA (fédération des syndicats de l'enseignement) n'appela pas à la centralisation du combat, se limitant à une sorte de meeting devant le Congrès.

La réaction des enseignants a donc été inégale et politiquement désarticulée, alors que des mobilisations locales se développaient dans plusieurs provinces, en relation avec la situation des enseignants de plus en plus difficile (disparition du FONID, fond de compensation salarial national, qui entraîne une baisse nominale des salaires de 10 à 20 % selon les régions, baisse qui s'ajoute à l'inflation).

Les conflits se multiplient à l'échelle des provinces face aux différents gouvernements locaux, qu'ils soient partisans de Macri, de Milei ou péronistes. Cela fut le cas dans la région de Misiones, où des routes ont été coupées, les enseignants utilisant la tactique des piqueteros. Les conflits semblaient même atteindre la province de Buenos Aires. Mais aucun mouvement national qui aurait pu fédérer les enseignants de toutes les régions n'a été organisé. Conséquence : le texte législatif a été voté sans encombre, en l'absence de toute centralisation du combat. Et il ne s'agit pas d'une simple victoire du gouvernement contre les enseignants, mais bien d'un coup politique contre le droit de grève, contre l'ensemble de la classe ouvrière.

Dégager une issue à la situation catastrophique impose de répondre à la question de l'indépendance de classe

Face à la violence de l'offensive, face à la catastrophe économique, sociale et culturelle qu'elle représente, les masses, les travailleurs n'ont d'autre choix que de combattre. Mais jusqu'à maintenant, ce combat s'est trouvé entravé, disloqué par la direction de la CGT, principale organisation syndicale argentine. Le combat immédiat, concret, est bien de faire en sorte que la direction de la CGT, ainsi que ses deux acolytes, les deux CTA, rompent avec le gouvernement, vraiment, et décident de l'affronter, en s'appuyant sur la mobilisation des masses qu'elles dirigent vers le pouvoir, vers le Congrès des députés en particulier.

Or, en Argentine, ce combat n'est pas seulement à mener contre un appareil bureaucratique (il existe bel et bien, certaines fédérations étant quasi-mafieuses) ; il doit l'être aussi pour se réapproprier la CGT comme organisation du mouvement ouvrier, la CGT comme organisation ouvrière ayant été détruite, phagocytée par le péronisme en 1946. Sous Perón, la CGT fut une annexe du ministère du travail. Les liens congénitaux avec le péronisme sont encore ceux de la subordination de la confédération aux intérêts du péronisme.

Le combat pour la rupture avec le péronisme, pour l'indépendance de classe, ne peut passer que par la défense des intérêts de classe. A plusieurs reprises dans l'histoire de l'Argentine, un mouvement pour la rupture de la soumission au péronisme s'est manifesté. Mais il n'a jamais pu aller jusqu'au bout. Dans les années 60, les « péronistes de gauche » ont maintenu la scission de la CGT dans le cadre d'une relation avec le péronisme. La CTA est née dans les années 90, lorsqu'un gouvernement péroniste

menait une politique anti-ouvrière sans réaction de la CGT. Mais la CTA s'est divisée, et finalement n'a pas rompu réellement avec le péronisme.

Le contenu de la rupture, celui du combat pour la rupture, c'est donc celui de la défense des revendications ouvrières :

- en termes de défense des salaires, face à la brutale inflation, pour l'échelle mobile des salaires,
- face au chômage, aux licenciements, aux fermetures d'usine, aucun licenciement dans la fonction publique, expropriation des entreprises dans le privé sous contrôle ouvrier, et échelle mobile des heures de travail,
- retrait des lois favorisant le capital et liquidant les droits des travailleurs.
- droit à l'accès aux études, à la santé,
- contrôle de l'approvisionnement,
- contre la répression, contre les atteintes aux droits de grève...

Ce sont les mots d'ordre qui doivent guider le combat concret pour la rupture et l'indépendance de classe, et pour la centralisation du combat du prolétariat pour affronter le gouvernement. Ce combat ne peut être mené efficacement que dans les organisations elles-mêmes.

Sur la base de la mobilisation pour contraindre les directions syndicales à rompre avec le gouvernement et à l'affronter pourrait se poser la question d'un gouvernement ouvrier, car la défense de ces revendications pose la question de l'ensemble de l'organisation économique du

pays, de la propriété et de la production pour satisfaire les besoins sociaux et non les exigences du profit.

Un tel gouvernement ouvrier, s'en prenant à la propriété privée des moyens de production, générerait un puissant appel d'air pour les prolétariats de tout le continent, frappés par les mêmes maux, placés dans la même situation de pauvreté, de misère que celui de l'Argentine. En même temps, cela permettrait de trouver un appui économique dans les pays voisins, vers les Etats-Unis socialistes d'Amérique latine.

Le combat pour l'indépendance de classe, pour des organisations ouvrières, pour les revendications est un combat qui relève en effet de celui pour un parti ouvrier révolutionnaire. Tels sont donc les défis que devraient relever des militants révolutionnaires en Argentine, afin de contribuer à la défense des intérêts de leur classe. Un tel parti reste à construire.

Il existe en Argentine plusieurs organisations se réclamant du trotskisme, du combat pour le socialisme, de la classe ouvrière. Elles forment le Front de gauche et des travailleurs (Frente de Izquierda y de los Trabajadores - Unidad, FIT-U), dont fait partie notamment le PTS (Parti des travailleurs socialistes), organisation mère du groupe français Révolution permanente.

Quelle politique le PTS défend-t-il au Congrès où il possède des députés (N. Del Caño, M. Bregman et C. Castillo) ?

Sur le site de Révolution permanente, on peut lire :

« En Argentine, ces derniers mois, l'extrême-gauche incarne ainsi l'opposition la plus féroce contre les projets

du gouvernement d'extrême-droite de Javier Milei, dans la rue comme au Parlement. (...) Ces dernières années, l'ensemble des salariés qui se sont battus contre les gouvernements successifs ou contre le patronat ont reçu le soutien des députés révolutionnaires. »

Bien. Cependant, ce soutien ne peut à ce stade résider que dans le combat politique dans et hors des syndicats, parmi le prolétariat syndiqué et non syndiqué, pour que ces organisations rompent avec le gouvernement et appellent dans l'unité à la manifestation centrale contre ce gouvernement et le Congrès.

Si, à l'occasion, ces représentants du PTS dénoncent l'attitude la CGT, en déclarant que sa direction devrait appeler à telle ou telle mobilisation, quel combat concret le PTS mène-t-il dans les syndicats, en direction de ceux-ci, pour obtenir ce changement d'orientation ?

Lorsque la direction de la CGT a appelé aux grandes journées d'action dont il a été question dans cet article, le PTS (ainsi que Política obrera, membre du même Front) s'y est immédiatement rallié et s'est intégré au dispositif des directions syndicales, lui donnant une couleur radicale bien illusoire.

Et lorsque la CGT n'appelle pas à ces journées d'action, ces groupes prennent en charge l'organisation de mobilisations minoritaires exposées à la répression.

En menant cette politique plus ou moins peinte en rouge, ces groupes occupent un espace qui leur permet en réalité de boucher la perspective de construction du parti ouvrier révolutionnaire nécessaire au prolétariat argentin.

Le 15 septembre 2024



Décès de notre camarade Roland, directeur de publication de *Combattre pour le socialisme*

Notre camarade Roland Michel est mort le 3 août.

Il avait assumé un rôle important dans la formation de notre Groupe dont il était devenu un dirigeant éminent. Il était également le directeur de publication de notre bulletin, Combattre pour le socialisme.

Il a lutté pendant plus d'un an contre une maladie particulièrement agressive, tout en poursuivant, autant qu'il le pouvait, son activité politique.

Même quand il a su être condamné à très brève échéance, Roland a consacré ses dernières forces au service de l'armement politique de notre Groupe. C'est ainsi qu'il a été le rédacteur de la déclaration de notre Groupe au lendemain des élections européennes de juin dernier.

Nous publions ici deux interventions qui ont été faites le 9 août à Clermont-Ferrand, lors de ses obsèques.

Un article lui sera consacré dans un prochain numéro de CPS.



Je m'exprime au nom des militants du groupe politique dont Roland était un dirigeant éminent, cela jusqu'à l'épuisement de ses forces. Un hommage à ce qui a été son grand combat, autrement dit son engagement pour la révolution prolétarienne, pour le socialisme.

Etudiant, puis professeur de philosophie, critique de sa propre discipline, il a incarné cette formule de Marx : « *Les philosophes n'ont fait qu'interpréter diversement le monde alors que ce qui importe, c'est de le transformer.* »

Je précise que mon intervention ne sera au mieux qu'une invitation à lire l'hommage qui lui sera rendu dans notre bulletin *Combattre pour le socialisme*, qui présentera dans toutes ses dimensions ce que le combat pour le socialisme doit à Roland.

Je dois dire – parce que c'est une réalité de la vie qui ajoute à mon émotion – qu'au-delà de la camaraderie entre frères d'armes, il y avait entre nous, un tissu de relations personnelles, nos familles, les enfants, des vacances, le vélo, le ski, les promenades de chiens, des témoins muets qui garderont le secret de nos échanges politiques... Bien sûr il y avait aussi cela lorsqu'il m'a demandé d'être à cette place aujourd'hui. Les révolutionnaires sont aussi des êtres humains !

Il y a chez Marx une phrase qui me semble faire écho : « *La véritable richesse des individus réside dans leurs rapports réels* ».

Une richesse qui ne risque pas d'embarrasser ceux pour lesquels les rapports sociaux sont d'abord des rapports marchands c'est à dire des rapports d'exploitation.

Le combat pour le socialisme a toujours été la cible des forces attachées à l'ordre bourgeois, c'est justice. Comme de nombreux camarades du Groupe et d'anciens militants clermontois de l'OCI venus aujourd'hui rendre hommage à Roland, nous avons commencé notre vie militante dans la période marquée par la grève générale en France, les mobilisations considérables dans le monde contre la guerre au Vietnam et la défaite finale de l'impérialisme US. 68 c'était aussi la révolution politique en Tchécoslovaquie, une révolution des conseils ouvriers contre la bureaucratie stalinienne, pour le retour à Lénine ... Encore dans cette période, pour notre génération, pour des millions de travailleurs et de jeunes dans le monde la victoire de la révolution russe était un point de repère. Mais deux décennies plus tard avec la restauration du capitalisme en Russie, une page capitale de l'histoire s'est tournée.

Pour la bourgeoisie il était désormais possible d'affirmer qu'il n'y avait pas d'alternative au capitalisme, toutes les tentatives de s'y soustraire ayant été des échecs.

Les organisations qui s'étaient construites dans les luttes de la classe ouvrière se sont complètement lâchées et ont fait disparaître toute référence au socialisme y compris dans leur discours. Evidemment cela se reflète dans les syndicats. D'où la situation présente marquée par les défaites, les contre réformes qui s'accumulent et la régression sociale dans tous les domaines vitaux pour l'immense majorité de la population.-Tout cela dans un grand désarroi politique.

Je ne développe pas mais c'est dans cette nouvelle situation que la place de Roland dans notre combat a pris une dimension nouvelle.

Évidemment, cela ne s'est pas fait tout seul, cela aurait été impossible sans le contact puis l'entrée dans le comité de S Just. Plus tard pour la constitution du Groupe il a fallu une nouvelle fois tirer un bilan, mettre au jour les faiblesses reconnaître quand nous avons fait fausse route. Ce n'était pas un problème pour lui, il n'hésitait pas à dire qu'il s'était trompé. Car on apprend de ses erreurs, c'est ainsi que l'on peut espérer en faire moins ce qui reste le but ! Pour tous les camarades qui l'ont connu au sein du Groupe c'est une évidence que son souci premier était d'avoir pied dans le monde réel de la lutte des classes. Même malade, aussi longtemps qu'il en a eu la force, il a participé aux manifestations pour lesquelles nous avons élaboré un matériel. Son but était d'avoir des discussions pour évaluer sur le terrain l'écho de notre orientation, ce contact direct avec l'état d'esprit des masses est un oxygène indispensable. Il a combattu sans relâche le repli sur soi qui transforme un organisme vivant en secte stérile où l'on se parle à soi-même.

Il avait pour souci l'association du plus grand nombre de militants aux tâches centrales : écrire des articles pour le bulletin, écrire les éditoriaux (le plus difficile) ce qu'il a fait plus souvent qu'à son tour, les communiqués, les déclarations, tous les matériaux qu'il faut mettre à disposition des militants pour que le Groupe ait les moyens d'agir.

Mais évidemment pour la survie du Groupe, son développement politique et organisationnel, l'enjeu décisif c'est la jeunesse. La construction d'un regroupement de jeunes révolutionnaires était devenue sa préoccupation majeure et l'annonce en juin de la pleine réussite (numérique et politique) des journées d'études des cercles de jeunes révolutionnaires a été pour lui une grande satisfaction. Sa dernière joie de militant.

« C'était le plus jeune d'entre nous », me disait un camarade du bureau de presque 40 ans son cadet.

Et c'est une réalité que, bien au-delà des limites de notre Groupe, son dynamisme, son inlassable travail d'élaboration, sa disponibilité, et l'écoute si importante dans la vie d'une organisation, étaient reconnus et appréciés.

Alors un combat utopique ?

Face au massacre génocidaire du peuple palestinien par l'État d'Israël, Etat colonial et raciste, Macron a pris des mesures policières et judiciaires inouïes pour que la jeunesse étudiante ne puisse exprimer son indignation et organiser sa solidarité avec le peuple palestinien par le boycott académique des universités israéliennes. L'exacerbation des tensions inter impérialistes sur fond de crise économique, de menace de récession, et en conséquence un développement sans précédent des dépenses militaires sont une expression majeure de la marche à la barbarie dans lequel nous entraîne la survie du système capitaliste. Droit dans ses bottes, Macron se vante qu'il aura doublé le budget militaire sur la période de ses 2 quinquennats. Le budget militaire de la France va dépasser celui de l'éducation nationale « parce qu'il faut avoir une guerre d'avance » dit-il. Pas une guerre d'avance dans la recherche médicale et l'équipement hospitalier, la formation de médecins, pas une guerre d'avance dans les moyens nécessaires aux établissements scolaires pour que tous les enfants aient les mêmes chances de réussite, indépendamment de leur origine. Quelle perspective !!! Quelle jeunesse pourrait se résoudre à cet avenir ? Le renforcement continu de l'Etat policier ces dernières années participe de la nécessité pour les gouvernements au service du capital d'imposer des mesures dont on sait bien que tôt ou tard elles provoqueront des affrontements de grand ampleur. La bourgeoisie sait très bien qu'elle n'en a pas fini avec la lutte des classes ; aujourd'hui elle a l'initiative mais il est inévitable que dans la jeune génération il y ait une recherche d'une solution, d'une alternative. C'est ce qui donne sens à notre combat et pour ce combat Roland manquera, il n'y aura pas de remplacement homme pour homme. Mais nous nous devons de réaliser l'effort collectif pour que ce qui a été acquis ne soit pas dispersé, c'est l'engagement que nous devons prendre ici.

J'interviens au nom de Front unique qui est un courant syndical dans la FSU.

Pendant très longtemps, Roland en a été le principal responsable national. Il tenait une place essentielle dans l'intervention de nos militants dans l'Éducation nationale et dans l'enseignement supérieur et la recherche.

Dans ces secteurs, notre audience dépasse largement notre force numérique. Cela est dû, en grande partie, à une singularité du syndicalisme enseignant.

En 1947-1948, Le combat des trotskystes contre la scission syndicale avait permis la préservation de l'unité syndicale dans le cadre de la Fédération de l'Éducation Nationale.

Dans celle-ci était reconnu le droit de s'organiser en tendances syndicales qui recouvraient peu ou prou les différents courants du mouvement ouvrier.

Lors de la destruction de la FEN en 1992-1993, le principal des regroupements qui en est issu, la FSU, a été amené à maintenir ce droit de tendance.

Bien évidemment, le plus important dans cette affaire, a été la destruction de la FEN qui a conduit à un recul historique du mouvement enseignant dont on mesure chaque jour les conséquences déléteres.

Mais le maintien du droit de tendance dans la FSU, nous a permis, avec la tendance Front unique, de pouvoir déployer notre orientation avec un effet multiplicateur. Cette orientation est déclinée sur notre site internet et dans nos lettres de liaison.

Roland avait salué, il y a 3 mois l'adoption par le congrès d'un syndicat national de la FSU (le SNASUB) d'une motion présentée par Front unique.

Celle-ci condamnait l'entreprise génocidaire de l'État colonial et raciste d'Israël contre le peuple palestinien à Gaza. Elle exprimait un soutien inconditionnel au peuple palestinien, peuple opprimé. Et elle prônait l'organisation du boycott d'Israël par les organisations du mouvement ouvrier.

Mais la possibilité pour le courant Front Unique d'intervenir dans les instances nationales et dans les congrès de la FSU n'est pas une donnée permanente.

Tous les 3 ans, nous devons être capables de présenter une liste de syndiqués dont le nombre est augmenté régulièrement par la direction de la FSU qui espère que nous ne pourrons plus un jour franchir l'obstacle.

Si j'évoque cela, c'est que parmi les derniers combats de Roland, figurait la réussite de la constitution de notre liste de 160 syndiqués qui doit être déposée le mois prochain.

Vers la mi-juillet lors de notre ultime entretien téléphonique, alors qu'il savait que ses jours étaient comptés, il s'inquiétait encore de la collecte des derniers candidats nécessaires.

J'ai pu à cette occasion le rassurer en lui disant que nous touchions au but.

Roland était sollicité très souvent par les militants enseignants qui devaient intervenir dans une réunion. Il répondait toujours et ne rechignait jamais à prodiguer des conseils toujours pertinents. Il cherchait à expliquer et à convaincre plutôt qu'à faire preuve d'autorité.

Tous ses camarades – et moi le premier – savons ce que nous lui devons. Au-delà de réponses circonstanciées, nous obtenions de lui, une méthode pour appréhender et résoudre des situations toujours différentes.

Tous les camarades du courant Front unique lui rendront le meilleur des hommages en poursuivant avec constance et détermination son combat, notre combat.

